

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 3
SEPTEMBRE 2003
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



**Mékong: les pays d'Asie
du Sud-Est affrontent
l'avenir avec vitalité et
débrouillardise**

**Laos: un pays à la recherche de
son identité nationale**

**L'eau: un bien public ou une
marchandise valant des milliards?**

DOSSIER



MÉKONG

Des marchés derrière le rideau de bambou

Après des décennies de guerres et de carnages effroyables, le Viêt-nam, le Cambodge et le Laos sont entrés dans une ère nouvelle

6

L'espoir grandit avec les rizières

Après son travail de pionnier au Viêt-nam, un institut international de recherche sur le riz étend ses activités au Laos, avec le soutien de la DDC

12

Le riz au cœur du développement

Entretien avec Ren Wang, chercheur et biologiste de renommée internationale

14

Quand des gosses reviennent du front

La difficile réintégration des anciens enfants soldats dans la vie normale

24

FORUM



Luttes sans merci pour l'or bleu

L'eau incarne de plus en plus le clivage entre riches et pauvres

26

Un coup de fil de la mariée

La journaliste indienne Shoma Chaudhury évoque les effets pervers d'une loi qui punit les maris cupides

29

HORIZONS



LAOS

Le réveil de la Belle au bois dormant

Soumis à l'influence de ses voisins et aux effets de la mondialisation, le Laos s'ouvre avec réticence à l'économie de marché

16

À coups de rames sur le chemin de l'école

Viengxai Photakoon parle de son travail et de son île sur le Mékong

20

DDC

La transition doit profiter à tous

Le directeur de la DDC Walter Fust compare les différentes façons de concilier développement et changement politique

21

Parasites et sucres de sang

L'entomologiste suisse Hans R. Herren mène une lutte biologique contre les parasites du maïs et du manioc en Afrique

22

CULTURE



Mondialisés pour le meilleur et pour le pire

Une exposition de photos à Genève montre comment la mondialisation a transformé la vie quotidienne des individus sur tous les continents

30

| | |
|---|----|
| Éditorial | 3 |
| Périscope | 4 |
| DDC interne | 25 |
| Au fait, qu'est-ce que le Pacte mondial ? | 25 |
| Service | 33 |
| Impressum | 35 |

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Du Viêt-nam à Vientiane

Cela fait maintenant un quart de siècle qu'une paix relative règne à nouveau sur l'ancienne Indochine. Connue jadis uniquement par ses guerres, occupations militaires et régimes de terreur, cette région fascinante subit une mutation profonde depuis l'effondrement du bloc de l'Est. Mais peu de gens la connaissent vraiment.

Qui peut dire ce qu'est devenue la vieille Indochine? Ou ce que recouvrent des mots comme «agent orange», Pol Pot, Theravada... Sait-on quelles terres le Mékong traverse? Où se trouvent exactement Phnom Penh, Angkor ou Vientiane? Tous ces termes sont directement liés à l'histoire et à la géographie du Viêt-nam, du Cambodge et du Laos, auxquels nous consacrons le dossier du présent numéro. Des pays arrosés par le cinquième plus long fleuve de la planète, le Mékong précisément.

Le Viêt-nam est sans doute celui de ces trois pays du Sud-Est asiatique que nous connaissons le mieux. Au cours de la décennie écoulée, il est devenu un élève modèle en matière d'économie de marché. C'est là une des raisons qui lui valent d'apparaître régulièrement dans les médias suisses.

En revanche, le Royaume du Cambodge – décrit par son propre souverain comme «un État mendiant dont la survie dépend du bon vouloir de l'étranger, tandis que l'on pille ses ressources naturelles» – nous est déjà moins familier. Et, franchement, qui pourrait nommer spontanément la capitale du Laos? Elle s'appelle Vientiane et elle est plus grande que Berne, avec son bon demi-million d'habitants. Les séquelles de la guerre du Viêt-nam sont toujours très

présentes dans les trois pays, et en particulier au Laos: deux tiers du territoire sont parsemés de mines et d'obus non éclatés. En outre, ces pays sont en train de vivre un processus de transition difficile, jalonné d'injustices sociales, de dégâts écologiques, de corruption. Mais leur regard est dirigé vers l'avenir. «En dépit de tout cela, le voyageur qui visite les pays d'Indochine est surpris par la vitalité et la débrouillardise dont font preuve ces femmes et ces hommes pour surmonter leurs difficultés», observe Rüdiger Siebert, auteur du dossier et du portrait de pays. «Dans ces trois pays, la population est aujourd'hui beaucoup plus nombreuse qu'avant les années de guerre, malgré les millions de morts et de blessés.» Le dossier Mékong commence à la page 6 et le portrait du Laos à la page 16.

«La mère de toutes les eaux», tel est le nom que donnent les riverains du Mékong à ce fleuve long de presque 5000 km. Mais les esprits s'échauffent partout dans le monde quand il s'agit de savoir à qui appartient cette «mère», qui l'exploite et comment. L'eau est un bien que l'on se dispute de longue date, surtout dans les régions où nourriture, eau potable, logement et soins de santé ne sont pas garantis, sur la ligne de démarcation entre riches et pauvres. Lisez à ce propos la rubrique Forum, dès la page 26.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

Périscope



Cécile Hughes / Panor / Stratras

Le plein d'énergie pour l'Afrique

(gn) L'impressionnante Rift Valley, en Afrique de l'Est, est l'une des principales curiosités du continent. L'activité volcanique souterraine recèle toutefois un autre potentiel très précieux : le Kenya exploite depuis 20 ans déjà une centrale géothermique à l'ouest de Nairobi. Celle-ci utilise la vapeur d'eau qui se forme entre les roches, sous la surface de la terre. Elle produit chaque année jusqu'à 45 mégawatts d'électricité. Les scientifiques estiment que la région dispose d'un potentiel géothermique utile de 7000 mégawatts par an ! Les technologies les plus récentes permettent de réduire considérablement les coûts d'investissement. C'est pourquoi dix pays africains, réunis en conférence internationale, ont décidé de porter l'exploitation énergétique de la région à 1000 mégawatts par an d'ici à 2020. Leur projet est soutenu par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale, qui y voient un moyen écologique de mettre l'Afrique sur la voie de l'industrialisation. Une première centrale devrait être construite non loin du volcan Longonot. Elle permettra au Kenya de couvrir d'ici quinze ans un tiers de ses besoins totaux en électricité.

Blé mexicain en Ouzbékistan

(bf) Les paysans ouzbeks comptent beaucoup sur une nouvelle variété de blé d'hiver qu'ils ont été autorisés à semer l'année dernière dans plusieurs provinces d'Ouzbékistan. Appelé *dostlik*, ce



Andrée Noelle-Pot / DDC

blé mis au point au Mexique possède des qualités hors du commun : son rendement est de 14 pour cent supérieur à celui du blé ouzbek, il mûrit plus rapidement, résiste mieux aux maladies, et il utilise plus efficacement l'eau et les nutriments du sol. La culture du *dostlik* ayant fait ses preuves en Turquie et en Afghanistan – des tests sont actuellement en cours au Tadjikistan –, les paysans ouzbeks espèrent engranger des récoltes plus abondantes dès cette année et améliorer ainsi leurs revenus.

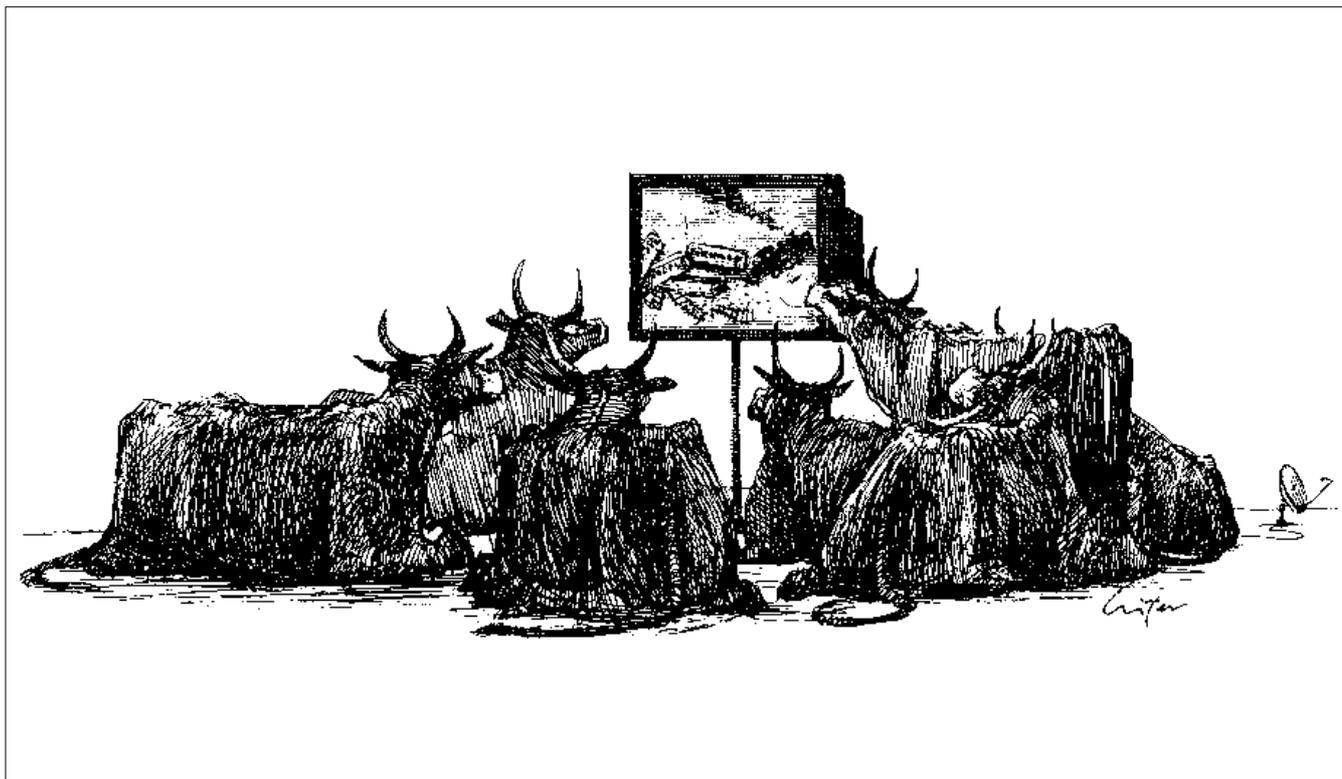
Le monde souterrain à la rescousse

(gn) Acariens, vers, bactéries, insectes et champignons redonnent de l'espoir aux scientifiques : un vaste projet de recherche, dont la coordination est assurée par l'Institut de biologie et de fertilité des sols tropicaux, à Nairobi, souhaite percer les secrets des micro-organismes

vivant dans le sol. Les chercheurs sont persuadés que la revitalisation de sols rendus stériles passe par une meilleure compréhension des processus et des interactions qui se déroulent en sous-sol. À leur avis, de nouvelles connaissances en biologie des sols permettront à l'avenir de compenser la diminution des récoltes sans qu'il faille augmenter les quantités d'engrais et de pesticides. Le projet de recherche est mené au Brésil, au Mexique, en Côte d'Ivoire, en Ouganda, au Kenya, en Indonésie et en Inde, sur des terrains dont le sol présente une biodiversité particulièrement riche. Les chercheurs de ces pays mettent leur savoir-faire en commun et disposent ainsi des moyens les plus modernes (génie génétique et tests ADN) pour observer ce qui se passe dans le sol. Les résultats du projet bénéficieront non seulement aux paysans, mais aussi aux services gouvernementaux,



Ron Giang / Still Pictures



News

aux organisations environnementales et à d'autres spécialistes dans les différents pays.

Les jardins sulfureux d'Akokan

(jls) Depuis la chute des cours dans les années 80, l'extraction de l'uranium ne suffit plus à faire vivre la population d'Akokan, cité minière située au nord du Niger. Les habitants se sont rabattus sur le maraîchage. Ils ont aménagé quelque 500 parcelles en dehors de la ville et y cultivent carottes, betteraves, salades, courgettes, sorgho, etc. Mais la pluie se refuse à tomber sur cette région désertique. Les légumes sont donc arrosés avec les eaux qui ont servi au traitement de l'uranium. Or, cette opération utilise, entre autres produits chimiques, de grandes quantités d'acide sulfurique. En l'absence de toute analyse chimique, les responsables de la mine se veulent rassurants sur la qualité de

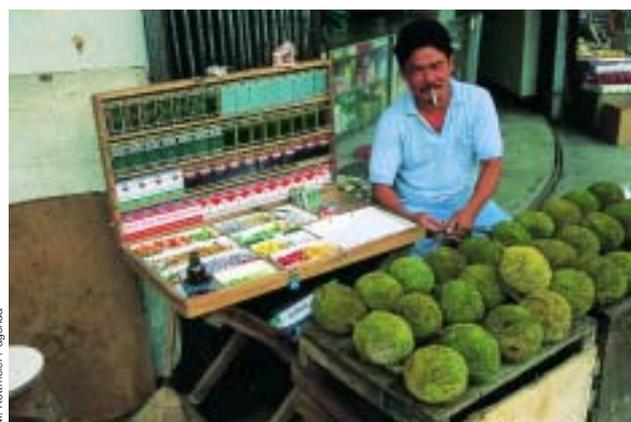
l'eau. Toutefois, ils n'excluent pas qu'elle contienne « certains éléments dont la teneur pourrait être préjudiciable à la santé humaine ». Le Niger a demandé l'aide de l'Union européenne pour la mise en conformité des installations destinées au traitement des eaux usées issues des mines.

Génocide des marchands ambulants

(bf) Près de 70 pour cent du 1,6 million d'habitants que compte Manille, capitale des Philippines, vivent à la limite de la pauvreté. Pour garder la tête hors de l'eau, nombre d'entre eux deviennent marchands ambulants, vendant du poisson, des briquets ou des boissons. C'est souvent leur seule source de revenus et donc leur unique chance d'assurer leur survie et celle de leur famille. Il y a quelques mois, le service chargé du développement de la ville, la Metro Manila Development

Authority, a lancé une grande campagne contre ces petits marchands. Dans le but de « préserver l'image de la cité et de garantir la fluidité du trafic », il entend débarrasser les rues des étalages improvisés, qu'il accuse de provoquer anarchie et chaos. Aujourd'hui, des avocats défendent les droits de ces citoyens défavorisés. Selon eux, l'interdiction du commerce de rue ne constitue pas seulement l'un des plus graves litiges socio-écono-

miques que connaissent les Philippines, mais également une forme de génocide. Pendant que la bataille juridique fait rage, les marchands évitent les razzias de la police en se déplaçant avec des présentoirs portables. Ils y disposent quelques menus objets et au besoin les replient rapidement avant de se fondre dans la foule.



M. Koltmeier / agenda

Des marchés derrière le

Indochine est le nom que la France avait donné à son empire colonial du Sud-Est asiatique. Dans les anciens guides de voyage allemands, cette région s'appelait *Hinterindien*. Après des décennies de guerres et de carnages effroyables, le Viêt-nam, le Cambodge et le Laos sont entrés dans une nouvelle ère. Mais les vieux problèmes perdurent: corruption, dégradation de l'environnement et disparités sociales. De Rüdiger Siebert*.

Dans le delta du Mékong



rideau de bambou

Nous sommes à Chiang Khong, ville-frontière dans le nord de la Thaïlande. Installés sur la rive, nous regardons par-dessus le Mékong vers le Laos. Ici, le fleuve sépare non seulement des États, mais aussi des systèmes. Pourtant, il reste une frontière «fluide» dans les deux sens du terme: ce qui la rend perméable, c'est l'économie de marché adoptée par les trois pays de l'ancienne Indochine. Un portique en bois se dresse sur le débarcadère thaïlan-

dais, à côté des baraques de la douane et de la police. On y lit l'inscription *Gate to Indochina*, peinte en grosses lettres. Au premier abord, le visiteur est surpris de trouver ce terme d'un autre âge précisément là, un endroit dont les colonialistes ont été chassés après avoir perdu leur pari de domination et leurs rêves de profit. Mais les temps ont bien changé.

Cet espace que le Mékong embrasse, nourrit et traverse avec tant de majesté, tantôt obstacle tantôt trait d'union selon la géographie et les circonstances historiques, a été modelé par deux cultures, par deux univers spirituels, ceux de l'Inde et de la Chine. Hindouisme et bouddhisme, confucianisme et taoïsme ont marqué l'évolution du Sud-Est asiatique, lequel a puisé dans les ressources culturelles de ses grands voisins tout en créant sa propre identité. Les particularités régionales ont donné des langues, des cultures et des mentalités différentes qui se reflètent aujourd'hui encore dans la vie quotidienne des habitants, que ceux-ci s'en rendent compte ou non.

Pas de retour à l'économie planifiée

De part et d'autre de la «porte de l'Indochine», les jeunes ne se préoccupent plus guère d'histoire. La région connaît depuis un quart de siècle une paix relative. Enfin! La nouvelle génération a grandi après la guerre. Ces jeunes ne sont pas nés dans des abris antiaériens ou au cours d'un exode, ils n'ont pas vécu les traumatismes des bombes et des sirènes comme leurs parents et leurs grands-parents. Au son des tubes du moment, ils goûtent au plaisir de la consommation et du divertissement.

Le Sud-Est asiatique nous est redevenu accessible, d'une manière qui était totalement inimaginable à l'époque de la guerre du Viêt-nam et de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Les caisses vides de l'État et des considérations de politique économique ont conduit Hanoi, Phnom Penh et Vientiane à adopter une attitude pragmatique. Le rideau de bambou s'est levé sur la scène où se jouent, avec une troupe comprenant des investisseurs internationaux, des pièces intitulées «Doi Moi» et «New Economic Mechanism», noms donnés aux variantes régionales de la mondialisation et du capitalisme. Après l'effondrement du bloc de l'Est et l'arrêt de l'aide en provenance de l'ex-URSS et de la Chine, les trois pays n'avaient plus d'autre choix, au milieu des années 80, que de s'ouvrir aux investisseurs occidentaux (y compris le Japon et la Corée du Sud) et à leur système économique axé sur le profit.

Les résultats sont mitigés, mais un retour à l'économie planifiée semble bien exclu. Le Laos se trouve en queue de peloton à tous les égards. Après des

Le Mékong – artère vitale

Avec ses 4842 kilomètres qui en font le cinquième plus long fleuve du monde, le Mékong constitue l'artère vitale du Sud-Est asiatique. Son nom est dérivé de l'expression *mae nam khong*, la mère de toutes les eaux. Il prend sa source dans les glaces éternelles de l'Himalaya, à 4975 mètres d'altitude sur le haut plateau tibétain, et traverse six pays. Sur ses 2395 premiers kilomètres, le Mékong descend de 3000 mètres à travers des canyons et neuf chutes. Puis il atteint le point de rencontre de quatre pays: Chine, Birmanie, Thaïlande et Laos. Le fleuve matérialise la frontière entre Thaïlande et Laos sur plus de 1000 kilomètres. Arrivé dans la zone alluvionnaire où se trouve aujourd'hui Phnom Penh, le Mékong entre en contact avec le lac Tonlé Sap. C'est le seul fleuve du monde qui coule alternativement dans les deux sens. Durant la mousson, les eaux du Mékong refluent en effet vers le Tonlé Sap, qui sert de réservoir naturel. Il forme ensuite deux bras puissants qui encerclent son delta situé au sud du Viêt-nam, avant de se ramifier abondamment et de se jeter dans la mer de Chine méridionale. Le Mékong forme un écosystème particulièrement complexe, dont la santé est vitale pour quelque 200 millions de personnes. C'est pourquoi toutes les interventions, comme la construction de barrages ou le déboisement des forêts, sont lourdes de conséquences pour l'équilibre naturel. Elles ont déjà causé des dommages irréparables.



Seibach / Ifa

Alliance entre écologie et économie

Au Viêt-nam, la protection de l'environnement et la promotion d'une conscience écologique sont étroitement associées au nom du professeur Vo Quy de l'Université de Hanoi. «Ce qui m'importe, c'est la relation entre nature et société», dit ce scientifique de réputation mondiale, pionnier de l'écologie. Il énumère les déficiences du Viêt-nam: explosion démographique, sensibilité écologique insuffisante, manque d'argent pour des projets de développement économique à caractère écologique et social. Depuis les années 70, Vo Quy a réalisé des études approfondies sur les répercussions environnementales de la guerre du Viêt-nam. Son inventaire a contribué à l'établissement des faits qui servent de base à la réparation des dommages. C'est à sa ténacité que le Viêt-nam doit la promulgation d'une loi sur la protection de l'environnement qui associe écologie et économie. Mais l'économie de marché provoque de nouveaux dégâts qui dépassent à certains égards ceux provoqués par la guerre. Les mises en garde du professeur Vo Quy sont plus actuelles que jamais.



Marchés flottants...

approches plus ou moins socialistes, le Cambodge a abandonné le terrain aux intérêts privés. Il en est résulté des disparités de revenus énormes entre ville et campagne, entre élite et masses. Une évolution antisociale et inéquitable. S'il fait figure de bon élève de l'économie de marché, le Viêt-nam est, lui aussi, bien loin de pratiquer une économie à visage social. Après la récession provoquée par la crise asiatique à la fin des années 90, le moteur économique tourne de nouveau à plein régime. La croissance économique a atteint 7 pour cent en 2002. On privatise à tout crin. Les investissements étrangers sont à la hausse: presque 5 milliards de dollars l'an passé. Cela crée des emplois, sans aucun doute, mais peu de choses ont changé jusqu'à présent sur le plan des inégalités sociales. Avec son revenu annuel de 420 dollars par habitant, le Viêt-nam se situe encore assez bas dans l'échelle mondiale. De plus, cette moyenne masque les disparités sociales; elle ne traduit absolument pas les conditions de vie et de travail qui règnent dans ce pays.

On exploite à une cadence effrénée

Les dirigeants du Viêt-nam persistent dans leur grand écart politique. Ils cherchent à utiliser les principes de l'économie de marché, tout en maintenant le régime autoritaire dont ils ont l'habitude. Des voix critiques en déplorent les conséquences: l'exploitation abusive de la nature, le braquage des richesses naturelles telles que pétrole et



charbon, la culture extensive du riz dans le delta du Mékong avec des dégâts écologiques provoqués par l'utilisation croissante de pesticides, ou encore la production massive de café qui exerce une pression sur les prix du marché mondial. Autre répercussion de cette politique, l'État consacre toujours moins d'argent aux systèmes d'éducation et de santé, ainsi qu'à l'administration et à la recherche. Ceux qui en ont les moyens envoient leurs enfants dans des écoles privées et se font soigner dans des cliniques tout aussi privées. Mais la majorité des Vietnamiens ne peuvent pas s'offrir cela. Le Cambodge et le Laos vivent une situation analogue. Ce



...et marchés urbains

sont les générations futures qui feront les frais de cette évolution.

Trois décennies de guerres ont protégé les ressources naturelles de la région du Mékong contre les entreprises de pillage à grande échelle. Maintenant, on les exploite à une cadence effrénée, selon une devise qui prétend «transformer les champs de bataille en marchés». De gigantesques barrages hydroélectriques se construisent au Viêt-nam et au Laos sur le fleuve et ses affluents. On déboise à tour de bras dans les trois pays. La dégradation des forêts est irrémédiable. En 1960, avant la guerre d'Indochine contre les États-Unis, le bassin du Mékong était couvert à 60 pour cent de forêts denses, depuis la Chine méridionale jusqu'au delta dans le sud du Viêt-nam. Cette proportion est tombée aujourd'hui à moins de 25 pour cent. Il en résulte des inondations catastrophiques lors des pluies de la mousson, des périodes de sécheresse et des dégâts écologiques irréparables dans cette région fortement peuplée.

Ces problèmes sont rarement abordés par les médias du Viêt-nam et du Cambodge. Ils sont totalement ignorés au Laos, où l'on a traditionnellement tendance à les glisser sous le tapis. Les autorités vietnamiennes poursuivent ici ou là des cas de corruption, mais une remise en question publique du régime, du parti ou de l'armée apparaît comme tout à fait exclue. Quand une agitation paysanne dans le nord du Viêt-nam témoigne de la colère populaire, l'État se charge de la réprimer. Il s'agit

pourtant du droit d'exploiter la terre, donc d'un besoin fondamental. Au Viêt-nam et au Laos, on ne tolère pas les syndicats libres qui pourraient dénoncer les scandales et les iniquités du monde du travail. Et les puissants du Cambodge se moquent des critiques qui leur sont adressées.

Les plaies se cicatrisent lentement

Les populations des trois pays souffrent encore des séquelles de la guerre du Viêt-nam. Le défoliant appelé «agent orange», utilisé par les Américains au Sud Viêt-nam, contamine aujourd'hui encore le sol et les eaux souterraines ; il affecte le patrimoine génétique de la population, provoquant des malformations chez des enfants de la troisième et de la quatrième génération. Les mines laissées en héritage restent une plaie mortelle et imprévisible. Ces dangers ne connaissent pas de frontières.

En revanche, le traumatisme national provoqué par les communistes de Pol Pot et leur régime de terreur est une spécificité cambodgienne. Sévissant de 1975 à 1979, les Khmers rouges ont plongé tout un peuple dans l'horreur avec leur délire de développement communiste autonome. Durant cette période, environ 2 millions de personnes ont été tuées ou sont mortes lors d'un déplacement forcé. Il a fallu l'intervention des troupes vietnamiennes et l'occupation – discutable en termes de droit international – du Cambodge par le régime de Hanoi pour mettre fin à cet autogénocide. L'armée vietnamienne a dû se retirer en 1989.

Symbole de grandeur nationale

Les cinq tours d'Angkor Vat dominent majestueusement le temps et l'espace. C'est le témoignage figé dans la pierre d'une grandeur qui date de l'époque où le puissant empire khmer contrôlait également des territoires appartenant aujourd'hui au Laos, au Viêt-nam et à la Thaïlande. Ce temple, le plus célèbre du vaste complexe d'Angkor, a été édifié dans la première moitié du 12^e siècle, sous le règne de Suryavarman II. Il constitue l'une des réalisations architecturales les plus spectaculaires et les plus accomplies de la créativité humaine. Équilibre et harmonie, logique et mystère, symétrie parfaite, spiritualité et affirmation du pouvoir : tout est réuni pour fasciner le visiteur. Avec plus de 900 monuments sacrés, la région d'Angkor est la contribution du Cambodge au patrimoine de l'humanité.



Hermut Schwarzbach / Sipi Pictures

Entre les séquelles de la guerre...



...et un nouveau départ

Semence mortelle

Trois décennies après la fin officielle de la guerre du Viêt-nam, que les gens de la région appellent « la guerre des Américains », une malédiction continue de peser sur le Laos : la terre contient une semence mortelle, sous forme de mines et d'obus non éclatés. Il a été déversé sur le bassin du Mékong davantage de bombes que durant toute la Seconde Guerre mondiale. Deux tiers du territoire laotien sont truffés d'explosifs toujours aussi dangereux. Aujourd'hui encore, il arrive régulièrement que des habitants soient blessés ou tués par l'un de ces engins. Depuis 1996, un programme international de déminage vise à les détecter. Des organismes onusiens et treize États fournissent de l'argent et des experts pour cette opération. Le programme occupe 1000 collaborateurs laotiens, ainsi que 50 spécialistes étrangers, civils et militaires. Il neutralise chaque année quelque 90000 obus non éclatés. La durée de cette mission reste indéterminée.

Les efforts de démocratisation entrepris depuis lors ont conduit à la naissance d'un régime multipartite et à des élections parlementaires au Cambodge sous la surveillance internationale des Nations Unies et de l'Union européenne. Mais on est encore loin d'une véritable participation du peuple à l'exercice du pouvoir. Les blessures morales qui lui ont été infligées mettent du temps à cicatiser. Une violence latente caractérise le climat actuel, tandis que presque toute l'ancienne équipe dirigeante des Khmers rouges vit tranquillement dans l'ouest du Cambodge. Le tribunal réclamé depuis des années par leurs victimes et par l'ONU est constamment remis à plus tard. Rien ne manifeste une volonté politique de juger les crimes commis par les bouchers de Pol Pot. Ce que l'on appelle aujourd'hui démocratie au Cambodge est la domination de clans formés d'hommes corrompus et avides de pouvoir. La terreur des Khmers rouges a durablement sapé le sentiment de cohésion nationale chez les Cambodgiens.

Un roi accuse

La culture et la religion de ce pays ont été profondément marquées par des influences venues du sous-continent indien, à partir du 2^e siècle. En cela, le Cambodge se différencie nettement du Viêt-nam, dont la civilisation a été modelée à l'origine par la Chine – surtout au nord. Les grands empires khmers, du 9^e au 13^e siècle, ont produit les fameux temples d'Angkor et fondé l'identité nationale. Les rois khmers, qui se considéraient comme d'origine divine, ont régné à l'époque sur une grande partie de la Thaïlande, du Viêt-nam et du Laos actuels. Ils ont finalement fait du bouddhisme Theravada la religion nationale, qui est aujourd'hui encore celle de la majorité des Cambodgiens. Avec le second couronnement de Norodom Sihanouk, en 1993, le Cambodge est redevenu un royaume, doté d'une monarchie constitutionnelle. Sihanouk a été le personnage central de la politique cambodgienne depuis les années 40. C'est un homme qui a souvent changé de fronts et d'alliés. Il a connu l'exil et il a été assigné à résidence sous les Khmers rouges. Très malade, ce roi né en 1922 a une réputation de médiateur qui s'efforce de concilier les groupes rivaux à la tête de l'État et de l'armée. Une entreprise sans grandes perspectives de réussite. Désespéré et privé de pouvoir politique, il prend régulièrement l'opinion publique à témoin de ses accusations. Il décrit son pays comme « un État mendiant dont la survie dépend du bon vouloir de l'étranger, tandis que l'on pille ses ressources naturelles ». Les investisseurs déplorent l'absence de

nouk, en 1993, le Cambodge est redevenu un royaume, doté d'une monarchie constitutionnelle. Sihanouk a été le personnage central de la politique cambodgienne depuis les années 40. C'est un homme qui a souvent changé de fronts et d'alliés. Il a connu l'exil et il a été assigné à résidence sous les Khmers rouges.

Très malade, ce roi né en 1922 a une réputation de médiateur qui s'efforce de concilier les groupes rivaux à la tête de l'État et de l'armée. Une entreprise sans grandes perspectives de réussite. Désespéré et privé de pouvoir politique, il prend régulièrement l'opinion publique à témoin de ses accusations. Il décrit son pays comme « un État mendiant dont la survie dépend du bon vouloir de l'étranger, tandis que l'on pille ses ressources naturelles ». Les investisseurs déplorent l'absence de



sécurité juridique. Des agissements criminels ont lieu partout. Le Cambodge est devenu une nouvelle terre de transit pour les drogues. Prostitution et violence ont nettement augmenté.

Vitalité étonnante

Une nouvelle génération de jeunes est possédée par la soif d'apprendre. Mais celle-ci reste largement inassouvie. Les moyens manquent pour verser des salaires convenables dans le secteur de l'éducation. Et il en va de même dans tous les domaines de la vie publique. Le budget de l'État est financé presque pour moitié par l'aide étrangère. Les tâches sociales qui incomberaient normalement aux institutions gouvernementales sont assumées par des organisations non gouvernementales étrangères.

En dépit de tout cela, le voyageur qui visite les pays de l'Indochine est surpris par la vitalité et la débrouillardise dont font preuve ces femmes et ces hommes pour surmonter leurs difficultés. Dans les trois pays, la population est aujourd'hui beaucoup plus nombreuse qu'avant les années de guerre, malgré les millions de morts et de blessés.

La visite de Phnom Penh réserve parfois des scènes exemplaires. Comme celle qui s'offre à travers la

fenêtre d'une ancienne salle de classe que les Khmers rouges avaient transformée en chambre de l'horreur dans leur centre de torture de Toul Sleng: le regard passe du site commémoratif à la rue qui s'étire derrière les barbelés, il s'arrête sur des enfants en train de jouer; leur rire traverse le silence étouffant de la pièce encore jonchée d'anciens instruments de supplice; dehors, une femme enceinte passe en donnant la main à un petit garçon, qui rit joyeusement. ■

* Rüdiger Siebert a été longtemps chef du programme indonésien de la radio Deutsche Welle, à Cologne. Il connaît le Sud-Est asiatique depuis plus de trois décennies, pour y avoir fait une multitude de voyages et de rencontres. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la région, dont «Der Traum von Angkor: Kambodscha, Vietnam, Laos» (2000, éditions Horlemann, Unkel, Allemagne) et «Vietnam – Die neue Zeit auf hundert Uhren» (1997, éditions Lamuv, Göttingen, Allemagne).

(De l'allemand)



République socialiste du Viêt-nam

Capitale: Hanoi (2,5 millions d'habitants)
Superficie: 331 114 km²
Climat: subtropical à tropical
Population: 80 millions d'habitants
Ethnies: environ 90% de Vietnamiens et 10% de minorités (54 groupes ethniques)
Croissance démographique: 1,4%
Population urbaine: 24,5%
Espérance de vie: 69,1 ans

Royaume du Cambodge

Capitale: Phnom Penh (1,3 million d'habitants)
Superficie: 181 035 km²
Climat: chaud et humide (climat de mousson)
Population: 12,3 millions d'habitants
Ethnies: Khmers (85%), Vietnamiens, Chinois et minorité cham
Croissance démographique: 2%
Population urbaine: 17,4%
Espérance de vie: 53,8 ans

République démocratique populaire lao

Capitale: Vientiane (550 000 habitants)
Superficie: 236 800 km²
Climat: climat tropical de mousson
Population: 5,1 millions d'habitants
Ethnies: 60% de Lao Loum (Lao des plaines), 27% de Lao Theung (groupes môn-khmers vivant sur les collines), 13% de Lao Soung (Lao de souche sino-tibétaine, installés sur les hauts plateaux)
Croissance démographique: 2,3%
Population urbaine: 19,7%
Espérance de vie: 53,7 ans

Entraide féminine

Chanthol Oung, de Phnom Penh, a survécu à la terreur du régime de Pol Pot. Elle a connu la misère, la persécution, le dénuement des réfugiés, et perdu plusieurs membres de sa famille. Un destin typique de ces années-là au Cambodge. Aujourd'hui, Chanthol Oung vient en aide aux femmes opprimées et victimes d'abus. Prostitution, traite des femmes et sida vont en s'aggravant. Les pédophiles évitent désormais la Thaïlande et les Philippines, leur préférant le Cambodge, où ils ont moins à craindre des contrôles policiers. Afin d'aider les victimes à sortir de ce milieu et à dénoncer les coupables, Chanthol Oung a créé le Cambodian Women Crisis Center (CWCC), qui gère des maisons réservées aux femmes, des centres de consultation et des cours de formation. Elle a su gagner un nombre croissant de collaboratrices. Des prix prestigieux ont récompensé son engagement, face aux fortes résistances qui se manifestent dans le pays.

L'espoir grandit avec les rizières



Jørgen Schytte / Still Pictures

Renouveler au Laos...

Les vastes programmes visant à augmenter la production de riz restent un facteur de croissance économique vital pour la région du Mékong. L'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) a mené un travail de pionnier au Viêt-nam dès les années 70. Avec le soutien de la DDC, il a étendu avec succès ses activités au Laos. De Gabriela Neuhaus.

Assurer la sécurité alimentaire

L'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) a été créé en 1960. Son siège se trouve à Los Baños, aux Philippines. C'est le plus ancien des 16 centres internationaux de recherche gérés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), auquel la Suisse participe. L'IRRI a pour mission d'aider les pays en développement à accroître leur production de riz afin d'améliorer leur sécurité alimentaire. Au départ, il axait ses recherches sur la sélection de variétés à haut rendement. Aujourd'hui, son programme englobe des sujets tels que la production durable, le développement de systèmes complets de culture, ainsi que la recherche de variétés de riz résistant aux maladies, au sel et à la sécheresse.

Au Laos, on dit *kin khao* pour «manger». Traduite littéralement, l'expression signifie «manger du riz», ce qui témoigne de l'importance accordée à l'aliment de base de ce pays pauvre. Chaque habitant consomme en moyenne 160 kilos de riz par année et couvre ainsi 67 pour cent de ses besoins en calories. Plus de 80 pour cent des champs laotiens sont consacrés à la riziculture, pratiquée essentiellement par des petits paysans pour leur propre consommation. Malgré cette production très étendue, le pays a manqué de riz pendant longtemps. Certaines années, il en a importé jusqu'à 130 000 tonnes sans que cela suffise à nourrir correctement toute sa population. Les choses ont changé récemment, grâce à l'appui de l'IRRI et de la DDC.

Des résultats spectaculaires

Le développement de la production rizicole au Laos se base sur le modèle vietnamien. C'est dans ce pays que l'on a planté dès 1968 les premières variétés à haut rendement sélectionnées par l'IRRI. Depuis lors, le Viêt-nam a lancé plus de 40 nouveaux cultivars en partie développés sur place. Le gouverne-

ment et des scientifiques vietnamiens travaillent en étroite collaboration avec l'IRRI depuis le milieu des années 70. Soutenu financièrement par plusieurs agences de coopération, ce partenariat a largement contribué à faire du Viêt-nam le deuxième plus grand exportateur de riz, derrière la Thaïlande. En particulier après le passage à l'économie de marché, en 1986, la production a littéralement explosé: alors qu'elle se chiffrait à un peu plus de 15 millions de tonnes en 1987, la quantité de riz produite par le Viêt-nam a grimpé à 32,6 millions de tonnes en 2000.

«Le riz est un moteur essentiel du développement dans la région du Mékong», explique Paul Egger, responsable des programmes de développement de la DDC dans le Sud-Est asiatique, en évoquant les conséquences de cette productivité accrue. «Doubler le rendement en si peu de temps est une performance spectaculaire. Mais ce qui est plus important encore, c'est l'effet produit. En ville comme à la campagne, les pauvres ont plus de riz à manger et ils le paient moins cher qu'avant. Les familles paysannes ont un meilleur revenu, qu'elles consac-



... les succès réalisés au Viêt-nam

crent à l'achat de biens et de services locaux. Le pays acquiert des devises.»

Engagement au Laos

Ces bons résultats ont conduit la DDC à s'engager en 1990 avec l'IRRI dans un programme analogue pour le Laos. On a fixé alors trois objectifs clairement définis : premièrement, le Laos devait être en mesure d'assurer lui-même son approvisionnement en riz ; deuxièmement, il fallait former des paysans et des chercheurs pour développer sur place les compétences nécessaires ; troisièmement, il était indispensable de préserver la riche biodiversité de la riziculture laotienne.

Le premier objectif a été atteint en 2001 : le Laos est devenu autosuffisant dans ce domaine grâce au «Lao IRRI Rice Research and Training Project», financé par la DDC et réalisé par l'IRRI. Selon ce dernier, les économies ainsi réalisées par l'État se chiffrent à 100 millions de dollars, soit huit fois le coût total du projet pour 2003. On a créé dans tout le pays des stations de recherche sur le riz, on a formé des chercheurs et des vulgarisateurs. Sept nouvelles variétés, plus productives et plus robustes, sont aujourd'hui cultivées sur 70 pour cent des rizières laotiennes ; d'autres suivront bientôt.

Régions de montagne en retard

Aussi encourageants que soient les succès enregistrés au Viêt-nam et au Laos, ils ne représentent qu'un aspect de cette problématique complexe. La production extrêmement intensive de riz dans les

plaines nuit à l'environnement. L'extension des zones cultivées, mais surtout l'usage excessif d'engrais et de pesticides ont déjà des répercussions négatives. L'augmentation de la production a fait chuter les prix, ce qui profite à la population pauvre des villes. Mais en même temps, le revenu de la plupart des paysans reste dérisoire, ce qui empêche une croissance durable de l'agriculture.

Les habitants des régions de montagne, où il est impossible de pratiquer une riziculture aussi productive qu'en plaine, n'ont guère bénéficié jusqu'ici de la croissance économique. C'est pourquoi les projets actuels de l'IRRI mettent l'accent sur l'amélioration de cette culture dans les zones situées en altitude. Variétés adaptées et nouvelles méthodes – terrasses, cultures mixtes et diversification – doivent permettre aux paysans des hauts plateaux d'accroître leurs rendements et leurs revenus. Cette céréale nourricière est tellement vitale que même les paysans de montagne commencent par assurer leur approvisionnement en riz avant d'envisager d'autres cultures. Grâce à des méthodes culturelles à la fois modernes et durables, on essaie par conséquent d'améliorer le rendement sur de petites parcelles en altitude. Cela permet aux paysans de garder suffisamment de terres pour la culture d'autres produits, en particulier des fruits et des légumes destinés à la vente. C'est seulement ainsi qu'ils pourront un jour sortir de l'économie de subsistance et participer à la croissance du marché. ■

(De l'allemand)

Immense richesse variétale

Au Laos, les variétés de riz traditionnelles portent souvent des noms imagés tels que *kay noy hom* (petite poule aromatique), *pa siev* (petite carpe) ou *leum phua* (oublie l'homme). On peut déduire de ces noms les propriétés particulières attribuées aux variétés ainsi désignées. Le Laos est, après l'Inde, le pays le plus riche du monde en variétés de riz. Le travail de recherche et de conservation y est particulièrement intéressant et précieux, du fait que beaucoup de paysans cultivent encore un riz traditionnel. Dans le cadre d'un projet sans précédent, on a collecté de 1996 à 2000 plus de 13500 échantillons de riz sauvages et cultivés, qui représentent au total quelque 3000 variétés. La seconde étape consiste maintenant à répertorier les caractéristiques de ces variétés indigènes, afin de pouvoir les exploiter lors de sélections futures.

Le riz au cœur du développement

L'amélioration des conditions de vie dans le bassin du Mékong passe par celle de la production de riz. Ren Wang, vice-directeur de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), explique pourquoi ni un riz de meilleure qualité ni une production accrue ne suffiront à assurer le développement durable de la région. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Ren Wang a étudié la biologie à l'Université agricole du Shanxi, en Chine, et s'est spécialisé dans la protection des végétaux. Il a travaillé notamment à l'Académie chinoise des sciences agricoles. En 1991, il a été décoré pour ses « contributions extraordinaires à la modernisation de la Chine ». De 1993 à 1995, Ren Wang a été directeur suppléant à l'Institut international de contrôle biologique (CAB), en Grande-Bretagne, avant d'assumer de 1995 à 1999 la vice-présidence de l'Académie chinoise des sciences agricoles. Depuis janvier 2000, il est directeur général adjoint de la recherche à l'IRRI. Ses domaines de spécialisation sont la gestion de la recherche, l'entomologie, la lutte biologique et la protection des végétaux.



À la recherche d'autres sources de revenus...

Un seul monde: Quelle importance le riz revêt-il pour la coopération au développement dans le bassin du Mékong?

Ren Wang: Lorsque la culture et le système de production sont aussi étroitement liés au riz que c'est le cas dans les pays du Mékong, cette céréale devrait constituer la pierre angulaire du développement. Nous tenons à le dire clairement. En d'autres termes, l'amélioration de la productivité et de la qualité du riz constitue un point de départ pour les paysans. Il en résultera une valeur ajoutée qui pourra les aider à sortir de la pauvreté.

Quelle est la fonction de l'IRRI dans ce contexte?

Ses tâches sont extrêmement diverses. Nous collaborons aussi bien avec les organisations nationales de recherche qu'avec les paysans, les organisations non gouvernementales (ONG) et les gouvernements. Nous nous considérons d'abord comme une source de technologie et d'information, ensuite comme une sorte de fournisseur et un partenaire. Par exemple, plus de 95 pour cent des variétés cultivées dans les rizières irriguées du Viêt-nam

proviennent de l'IRRI. Sans nous, les paysans ne disposeraient que des variétés traditionnelles avec lesquelles ils ne pourraient pas améliorer leurs revenus.

À quel stade de développement se trouve le bassin du Mékong, à votre avis?

Il faut d'abord examiner la situation d'un peu plus près. Le Viêt-nam et le Laos ont déclaré qu'ils avaient atteint désormais l'autarcie dans le domaine du riz. Et le Viêt-nam est aujourd'hui l'un des plus gros exportateurs de cette céréale. Mais cela ne veut pas dire que chaque famille du pays, dans le Nord en particulier, a suffisamment de riz pour sa propre consommation. Il y a donc un problème de sécurité de l'approvisionnement à l'échelon des ménages et des efforts accrus doivent être entrepris à cet égard. C'est pourquoi on va maintenant mettre davantage l'accent sur le développement des zones de montagne au Viêt-nam et au Laos. Dans le delta du Mékong, par contre, où la productivité est très élevée, il y a aujourd'hui un conflit entre exploitation intensive et durabilité. Le recours massif aux engrais et aux pesticides annule



Andreas Antz / laif

...pour ne pas dépendre uniquement de la riziculture (ici, production de nouilles à base de riz)

ce que les paysans gagnent. La question qui se pose ici est de trouver un équilibre optimal entre intensification et exploitation durable. Avec l'appui de la DDC, l'IRRI a lancé ces dernières années une campagne visant à réduire l'utilisation de pesticides (voir en marge), campagne que le gouvernement vietnamien a maintenant reprise à son compte pour la diffuser à plus grande échelle.

Quelles sont les perspectives d'avenir dans cette région où la riziculture prédomine ?

Le gouvernement vietnamien cherche de nouveaux moyens pour améliorer les revenus des paysans et le développement rural. Son ministre de l'agriculture s'est rendu récemment en Chine, aux États-Unis et au Brésil, où il a vu de nouvelles technologies. Mais il s'agit là de méthodes à dominance technique. À mon avis, une agriculture qui se veut moderne au Viêt-nam doit partir du producteur et tenir compte de son bien-être. La première question à se poser serait de savoir ce qui est utile au paysan, ce qui le fait progresser. Pour cela, nous devons considérer la production rizicole du bassin du Mékong comme un système global. Il n'y a pas que le riz à prendre en considération, mais aussi d'autres cultures ainsi que la production animale. Et ce n'est pas tout : la transformation, les chaînes de production font aussi partie du système. Il faut y inclure la gestion des risques, les systèmes de petit crédit pour les paysans, les organisations, bref tout ce qui peut servir à améliorer le sort des populations rurales. Voilà ce que j'entends par développement rural moderne ou par système

moderne de production rizicole. Et nous en sommes encore loin.

Vous voulez intégrer les paysans dans l'économie de marché. Est-on en train d'évoluer vers le marché régional, voire mondial ?

Prenons l'exemple du Viêt-nam : le gouvernement commercialise le riz au niveau mondial, mais il néglige complètement le rôle du producteur. Je pense que ces paysans s'orienteront à l'avenir d'abord vers le marché indigène, ils produiront par exemple des légumes pour Hô Chi Minh-Ville. Ensuite, ils envisageront naturellement aussi d'entrer sur les marchés régionaux et d'approvisionner de grands centres, comme Bangkok. Les gouvernements sont aujourd'hui conscients de la nécessité de mettre à la disposition des petits paysans les technologies et les informations qui leur permettront d'accéder directement au marché. Mais le chemin est encore long. Pour des institutions comme la nôtre, les possibilités d'aider sont nombreuses. L'IRRI essaie par exemple de créer dans les pays du Mékong un réseau pour la transformation des récoltes, afin de mettre en relation paysans et petites entreprises, associations et ONG. Notre objectif explicite est d'aider les paysans à trouver un accès au marché. ■

(De l'allemand)

Moins d'insecticides

Le delta du Mékong fait partie des territoires rizicoles les plus intensivement exploités du monde, ce qui a des répercussions négatives. En 1994, une équipe de chercheurs de l'IRRI a constaté que beaucoup de paysans pulvérisaient des quantités excessives d'insecticides dans la première phase de croissance du riz, ce qui faisait davantage de mal que de bien à la plante, au sol et à la santé humaine. Une grande campagne de sensibilisation a permis de réduire de 53 pour cent l'usage d'insecticides au cours des huit années suivantes. Ce projet a reçu en 2002 le prix vietnamien « Golden Rice Award ».



Le réveil de la Belle au bois dormant

Le Laos ne joue qu'un rôle secondaire sur la scène politique de l'Asie du Sud-Est. Ce pays traversé par le Mékong est aujourd'hui en quête d'une identité nationale. Soumis à la pression et à l'influence de ses voisins (Chine, Viêt-nam, Cambodge et Thaïlande), il est pris dans le tourbillon de la mondialisation. De Rüdiger Siebert*.

Après avoir traversé le Pont de l'Amitié (*mitaphap*, en lao), le visiteur qui arrive au Laos en venant de Thaïlande est accueilli par Johnnie Walker. Sur des panneaux publicitaires, le fameux buveur de whisky à la vigoureuse démarche promet une ouverture sur le monde. Il invite le voyageur à faire une escale au magasin hors taxe, qui propose toutes les grandes marques internationales d'alcool, avant d'entrer dans la République démocratique populaire lao et de rencontrer ses habitants.

Rien n'a accéléré l'ouverture économique du Laos de manière aussi symbolique et déterminante que ce pont de 2,4 kilomètres reliant les postes frontière thaïlandais et laotien, le premier à avoir été construit sur le Mékong. Son inauguration en 1994 n'a pas seulement mis fin à l'isolement du Laos, mais également modifié la carte de l'Asie du Sud-Est.

Le Pont de l'Amitié est aujourd'hui le centre et la plaque tournante d'un réseau de communications qui inclut Singapour, la Malaisie, Bangkok, le Viêt-nam et la Chine, et qui ne cesse de s'étendre. L'ouverture de cette porte, ajoutée à des influences qu'aucune politique ne peut plus contenir, a brusquement tiré la Belle au bois dormant de son sommeil socialiste.

Neutralité bombardée

Au poste frontière, le drapeau rouge arborant marteau et faucille flotte aux côtés du drapeau national bleu, blanc et rouge. D'autres contradictions et incohérences attendent le visiteur dans ce pays qui a entamé un passionnant processus identitaire. Sans avoir jamais été appliqués au Laos avec la même intransigeance qu'au Viêt-nam ou qu'en Chine, les



Jack Picone / Network / Lookat (2)

idéaux communistes se sont peu à peu effrités. La perspective d'une consommation à l'occidentale et l'attrait d'une société supposée libre, que la télévision thaïlandaise apporte dans les foyers laotiens, constituent depuis longtemps un sérieux défi pour les caciques du Politburo de Vientiane, la capitale.

Pays enclavé, le Laos subit depuis des siècles l'influence de ses voisins, dont il dépend et avec qui il doit composer. Sa tentative désespérée de demeurer neutre pendant la guerre du Viêt-nam a été anéantie par les bombes américaines et elle a fait du Laos un jouet entre les mains des grandes puissances opposées alors dans le conflit Est-Ouest. Cette « guerre secrète » des années 60, jamais officiellement déclarée, a laissé derrière elle un héritage explosif: obus non éclatés, mines et restes de bombes jonchent tout le pays. Lorsque les Américains ont décidé, au milieu des années 70, de se retirer de l'ancienne Indochine, les communistes du Pathet Lao avaient réussi à s'imposer au pouvoir, comme leurs camarades et frères d'armes vietnamiens.

Après l'effondrement du monde communiste, le Laos a dû, comme le Viêt-nam, se chercher de nouveaux partenaires. L'adoption du « New Economic Mechanism » (NEM), en 1986, marque une timide ouverture de sa politique économique, réalisée avec réticence plutôt qu'avec une réelle volonté d'efficacité. Chaperonné depuis des siècles par ses voisins, le Laos pluriethnique a toujours peiné à se donner une identité nationale. Aujourd'hui, la mondialisation, l'influence des grandes places financières et les

moyens de communication transfrontaliers rendent encore plus difficile sa quête d'autonomie. Le Laos est intégré depuis longtemps dans le développement de la région.

Des barrages sources de devises

Des liens étroits, nés de l'opposition à la mainmise américaine pendant la guerre, unissent le Laos au Viêt-nam, ce dernier exerçant une influence décisive sur la politique laotienne. La République populaire de Chine, puissant voisin du nord, trouve au Laos un débouché propice pour les articles bon marché qu'elle produit en masse. Quant au grand frère thaïlandais, mal aimé, il domine l'économie laotienne, en tant qu'investisseur, partenaire commercial et important acheteur de l'électricité produite par les centrales hydrauliques. Conséquence du tracé colonial des frontières, les membres d'ethnies laotiennes sont plus nombreux en Thaïlande qu'au Laos même.

Le pays tire la majeure partie de ses revenus de trois secteurs: bois, électricité et textile. L'électricité représente les deux tiers de ses rentrées en devises, ce qui explique pourquoi le gouvernement ne tolère aucune critique sur ses projets de barrages. À ses yeux, la construction de centrales hydroélectriques est l'un des moyens les plus lucratifs de produire de l'énergie et d'enranger des devises, afin de sortir le pays de sa misère économique. Si le Laos n'occupe que 26 pour cent du bassin du Mékong, il possède sur son territoire 81 pour cent du potentiel hydro-



Jørgen Schytte / Still Pictures



Jørgen Schytte / Still Pictures

L'objet de tous les jours

Bombes recyclées

Au Laos, la récupération est un sport national. Les Laotiens n'ont pas leur pareil pour transformer, par exemple, de vieilles épées en socs de charrue. Des douilles ont survécu à la guerre sous forme de porte-clés. Des mines désamorçées sont devenues des bougeoirs. On a transformé en cendriers la moitié des anciennes bombes, boules de métal de la taille d'un poing, dont les éclats étaient terriblement meurtriers. Et les Laotiens ont trouvé un usage particulier pour les Cluster Bomb Units (CBU), ces bombes à fragmentation que les soldats américains appelaient aussi bombes-utérus: longues d'un demi-mètre environ, elles s'ouvraient au moment du largage pour laisser échapper 150 petites bombes, dont chacune envoyait 250 billes d'acier dans toutes les directions au moment de l'impact. De nos jours, on voit encore souvent des moitiés de CBU remplies de terre et fixées sur deux pieux en bois: elles servent de bacs dans lesquels les Laotiens cultivent des oignons, des herbes aromatiques ou des fleurs. Naguère synonymes de mort certaine, les bombes recyclées égayaient aujourd'hui les jardins.

électrique que représentent à eux seuls les grands affluents du fleuve.

La centrale de Nam Ngum, mise en service en 1971, est aujourd'hui la principale entreprise industrielle du pays. Le Nam Ngum est un affluent du Mékong et le barrage y a déjà eu des conséquences écologiques fatales. Sur tout le cours de la rivière, la pêche a pratiquement disparu en raison du dépeuplement piscicole. De même, le déboisement des forêts est un désastre national. Mais il est impossible de savoir si plus de la moitié de la couverture forestière a déjà été anéantie ou «seulement» un peu plus de 40 pour cent. Cela relève du secret d'État.

Pas de participation en vue

L'avenir du Laos dépend de la construction de barrages, de leur emplacement, de leur taille et de leur nombre. Aujourd'hui, 60 barrages sont déjà planifiés et une vingtaine d'autres ont fait l'objet de déclarations d'intention. Dans ces conditions, concilier économie et écologie relève de la gageure pour les hommes politiques et leurs conseillers, peu disposés à mettre en place des procédures de décision faisant intervenir les citoyens concernés.

La politique du pouvoir central de Vientiane est à mille lieues des préoccupations d'une population dont 80 pour cent vivent en autarcie dans des régions rurales souvent difficiles d'accès. Les autorités ne cherchent pas à connaître l'opinion des habitants et considèrent leur expérience de vie comme insignifiante. Il faut savoir que le Parti révolutionnaire populaire lao (LPRP) contrôle l'ensemble du domaine public. Les rares journaux du pays sont des organes gouvernementaux, à l'instar de la télévision et de la radio. Les organisations non gouvernementales sont interdites, le pays ne connaît ni la liberté de réunion ni la liberté d'expression en dehors de



Jean-Luc Dugast / Panor / Strates

l'appareil gouvernemental et du parti unique. Toute velléité d'opposition est réprimée.

Il n'y a pas de débat public sur des sujets pourtant cruciaux: déboisement des forêts, rôle de l'armée dans le commerce du bois et d'autres secteurs fort rentables, tensions entre le gouvernement central et les politiciens régionaux avides de pouvoir, pillage des ressources naturelles, multiplication des barrages aux dépens de l'environnement, etc. Mais l'ouverture économique du pays a enclenché un processus irréversible. Ce ne sont pas seulement des biens et des devises qui affluent désormais vers le pays, mais également des idées qu'aucun censeur ou douanier ne peut intercepter. Et ces idées jettent de nouveaux ponts sur le Mékong. ■

** Rüdiger Siebert connaît très bien l'Asie du Sud-Est, où il se rend régulièrement depuis plus de 30 ans. Il a écrit de nombreux livres sur la région (notamment «Laos – Aufbruch am Mekong», 2002, éditions Horlemann, Unkel, Allemagne)*

(De l'allemand)

Le Laos et la Suisse

Miser sur l'environnement

(bf) Le programme par pays que la DDC réalise au Laos s'inscrit dans son programme régional pour le Mékong, qui comprend également le Cambodge et le Viêt-nam. La Suisse a commencé ses activités au Laos au début des années 90. Pour 2003, son budget se monte à environ 4 millions de francs. Les projets visent en priorité à renforcer les organisations et les institutions locales. Tous concernent le domaine agricole et favorisent surtout le développement des hauts plateaux.

Recherche et formation à l'IRRI: En collaboration avec l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et avec l'Institut national de recherche en agriculture et en sylviculture, la Suisse soutient la mise en place d'un programme de recherche et de formation qui doit améliorer les espèces de riz ainsi que les méthodes de culture.

Variétés de riz et biodiversité: Le projet vise à recenser et à étudier toutes les sortes de riz lao-tiennes, qui sont traditionnellement cultivées par les divers groupes ethniques. Il s'agit là d'une pré-

cieuse contribution au maintien à long terme de la diversité du riz.

Vulgarisation agricole: La Suisse appuie le gouvernement laotien dans ses efforts pour mettre en place un système de vulgarisation décentralisé qui soit adapté aux besoins des paysans. Ce projet comprend aussi bien l'élaboration de méthodes de vulgarisation appropriées que la formation de conseillers à tous les niveaux.

Développement d'entreprises agricoles: Ce projet est destiné aux hauts plateaux où les conditions de production sont les plus difficiles (pauvreté, érosion, problèmes d'irrigation) et où les habitants sont les plus pauvres. Il fournit des conseils aux entreprises agricoles sur des méthodes de production et de commercialisation, afin d'accroître la valeur ajoutée des produits agricoles et d'améliorer ainsi les revenus des paysans.

Faits et chiffres

Nom

République démocratique populaire lao

Capitale

Vientiane
(environ 550 000 habitants)

Population

5,1 millions d'habitants, dont plus de la moitié ont moins de 20 ans

Superficie

236 800 km²

Unité monétaire

Kip

Groupes ethniques

Lao Loum: 60% (Lao des plaines, groupe majoritaire)
Lao Theung: 27% (Lao des collines, groupes môn-khmers)
Lao Soung: 13% (Lao des hauts plateaux, groupes sino-tibétains)
Le pays compte officiellement 47 groupes ethniques

Langues

Lao, très proche du thaï; diverses minorités ethniques parlent cinq familles de langues différentes; le français perd rapidement de son importance au profit de l'anglais, qui est aujourd'hui la principale langue étrangère.

Produits d'exportation

Bois, électricité des centrales construites sur le Mékong, textiles, pierre calcaire et gypse, café

Repères historiques

- 1^{er} - 6^e s.** Le royaume hindouiste de Funan oblige les principautés jouxtant le cours moyen du Mékong à lui payer tribut.
- 6^e - 8^e s.** Le royaume de Tchen-La, dont le pouvoir est installé dans le delta du Mékong, règne sur le Champassak où se situe le sanctuaire de Wat Phu, dans le sud du Laos actuel.
- 8^e - 13^e s.** La majeure partie de la péninsule du Sud-Est asiatique, qui inclut le Laos, est placée sous l'autorité d'Angkor, capitale du royaume khmer.
- 1351-1438** Élevé à la cour d'Angkor, le prince Fa Ngum règne de 1353 à 1373. Il réunit les principautés formées par les peuplades thaïes immigrées et par la population indigène austro-asiatique sur le Mékong, constituant ainsi un royaume appelé Lan Xang (un million d'éléphants), dont la capitale est Luang Prabang. Constamment en guerre, le Lan Xang ne cesse de s'étendre et connaît une période florissante de 350 années.
- 1638-1695** Le Laos traverse un véritable âge d'or sous le règne de Suligna Vongsa. Après sa mort, le royaume est divisé en trois États – Luang Prabang, Vientiane et Champassak – sans cesse menacés par leurs puissants voisins: Siam/Thaïlande, Viêt-nam et Birmanie.
- 18^e/19^e s.** Le Siam annexe le Laos, en fait son vassal et passe un accord avec Paris. La France s'empare des territoires à l'est du Mékong et décrète en 1893 que le fleuve forme la frontière entre l'Indochine française et le Siam. Le Laos devient un protectorat français.

- 1945-1961** Le prince Phetsarat déclare l'indépendance en 1945. Suivent alors des années de lutte contre les Français et de conflits internes entre des groupes rivaux. En 1954, les Français sont battus à Dien Bien Phu (Viêt-nam). Le Laos est pris dans le conflit Est-Ouest.
- 1961-1973** La conférence de Genève sur l'Indochine confirme l'indépendance et la neutralité du Laos. La succession rapide de gouvernements de coalition composés de communistes, de royalistes et de neutralistes, déstabilise le pays. Le Laos devient un théâtre de guerre secondaire durant le conflit vietnamien.
- 1975** Les Américains se retirent de la région. Un traité de paix est conclu avec le Viêt-nam, le Cambodge et le Laos. Le Pathet Lao communiste prend le pouvoir à Vientiane.
- 1986** Le 4^e Congrès du parti lance une réforme économique (New Economic Mechanism), qui prévoit le passage à l'économie de marché. Le parti communiste conserve le monopole du pouvoir.
- 1994** Inauguration du premier pont sur le Mékong, qui relie le Laos à la Thaïlande. Le Laos, jusque-là largement coupé du monde, s'ouvre aux touristes et aux investisseurs étrangers.
- 1997** Le Laos devient le dixième membre de l'ASEAN.
- 2000** Un deuxième pont sur le Mékong est ouvert près de Paksé.
- 2001** Le 7^e Congrès du parti confirme la position prédominante du parti et de l'armée.



À coups de rames sur le chemin de l'école



Viengxai Photakoon est né en 1964 à Hart Kanxa, une île sur le Mékong, située environ à 15 km en aval de Vientiane, la capitale du Laos. Il est aujourd'hui vice-directeur du Centre de vulgarisation pour l'élevage et la pêche, à Nong Teng, qui dépend du Service national de vulgarisation pour l'agriculture et la sylviculture (NAFES).

Je viens d'un village pas comme les autres, nommé Hart Kanxa. En lao, *hart* signifie île ou langue de terre sur le Mékong. À chaque mousson, l'eau du fleuve monte, encerclant le village et le coupe de la rive. Pour nous rendre à la grande école ou au marché, nous devons utiliser de petits bateaux. Jeunes étudiants, il nous fallait traverser un bras d'eau de 1,5 km à la rame, puis parcourir 3 km à pied avant d'atteindre l'école. Parfois, la barque chavirait, renversée par un vent violent, et nous nous retrouvions alors dans l'eau, faisant de notre mieux pour tenir nos manuels au-dessus de nos têtes!

Mes parents étaient de simples paysans. Comme notre village n'est pas petit (200 familles) et qu'il est situé sur une île, nous n'avions pas de rizière et ne pouvions pratiquer que des cultures comme le tabac, le maïs, la canne à sucre, les piments et les légumes. Sur la vingtaine d'enfants avec qui j'allais à l'école, j'étais le seul à vouloir poursuivre des études. Avant 1975, il y avait souvent des conflits dans le village. Parfois, des habitants étaient jetés en prison sans raison valable. Je pensais qu'en devenant juriste, je pourrais les aider à plaider leur cause.

À cette époque, il était difficile de cultiver de quoi se nourrir et nous devions tous travailler dur. Mais mon père disait que si je ne poursuivais pas mes études, je passerais ma vie à trimmer, comme lui. À 15 ans, j'ai donc quitté le village pour m'installer à l'internat du collège financé par le gouvernement. Cela m'a permis d'aider ma famille, car après les cours, je portais les marchandises des commerçants qui empruntaient le ferry. Ainsi, je pouvais envoyer de l'argent à mes parents pour acheter du riz.

Puis ma vie a commencé à changer. On m'a choisi pour aller apprendre le russe à l'Université de Dongdok. À ce moment-là, j'ai compris que je voulais étudier l'agriculture. N'étais-je pas un fils de paysan, après tout? J'ai débuté à la Station de recherche agricole de Hatdokkeo. Mais c'était bien différent du travail que l'on faisait à la ferme. Peu à peu, je me suis rendu compte que je voulais mener des recherches et des expériences en agriculture. On m'a alors donné la possibilité d'étudier en Union soviétique, mais dans l'élevage et non dans l'agriculture. C'est ainsi que, parti de l'île de Hart Kanxa, j'ai passé près de six ans à Tachkent (Ouzbékistan) et à Kharkov (Ukraine).

À mon retour au Laos, en 1991, j'ai occupé un poste de chercheur au Centre de recherche sur le bétail de Nam Suang, tout en donnant parfois des cours à l'École d'agriculture de Nabong. En 1994, on m'a confié un projet de développement de l'élevage, qui m'a amené à travailler directement avec les paysans. Jamais jusque-là un travail ne m'avait procuré autant de satisfaction.

Depuis, mes activités portent de plus en plus sur la vulgarisation. Je travaille au Centre de vulgarisation pour l'élevage et les pêches, à Nong Teng. D'autre part, je collabore au projet Lao-CIAT sur les systèmes d'élevage et d'affouragement, financé par l'agence australienne AusAID. Mon travail consiste à développer des méthodes de conseil concernant les fourrages en région de montagne. Bientôt, je serai le coordinateur national d'un nouveau projet consacré aux méthodes de vulgarisation.

Je suis retourné à Hart Kanxa où j'habite aujourd'hui avec ma femme et mes trois enfants. Je voulais non seulement vivre auprès de mes parents, mais aussi mettre mon expérience et mes connaissances au service des villageois. Je tente d'expliquer aux jeunes que s'ils suivent une formation leur permettant de soutenir l'agriculture et l'élevage dans le village, leurs conditions de vie vont s'améliorer. Mon père a plus de 70 ans, c'est un vieil homme respecté. Comme par le passé, le fleuve est en crue chaque année et il m'arrive parfois de devoir le traverser pour me rendre au travail. Il y a sans doute des endroits où la vie est plus facile, mais c'est chez moi ici et je tiens à y rester. ■

(De l'anglais)



Jorgen Schytte / SHI Pictures



La transition doit profiter à tous

On se réfère volontiers au critère du revenu national par habitant pour comparer les stades de développement atteints par les pays. Il y a aussi des États qui, parallèlement à leur progression vers le développement, changent de système politique et appliquent les principes de l'économie de marché. Cela fait beaucoup de transformations en peu de temps.

Le Viêt-nam appartient à cette catégorie de pays. La désillusion a suivi ses premières tentatives, désordonnées, visant à accorder davantage de libertés à l'économie et à attirer les investissements étrangers. C'est du moins ce qui apparaissait aux yeux d'un observateur étranger.

Mais le Viêt-nam semble avoir vite compris ce qui avait suscité des problèmes au début des années 90 dans certains pays de l'Est. Là-bas, l'effondrement de l'ancien système politique avait certes fait bénéficier la population de droits accrus, mais il a également eu de graves répercussions: les recettes publiques n'ont pas permis de maintenir les prestations auxquelles les citoyens étaient habitués; l'essor économique s'est fait attendre; le fossé entre riches et pauvres s'est largement creusé; le filet de la sécurité sociale s'est déchiré; dans le domaine de la santé et de l'éducation, l'accès aux prestations de base a disparu sans garantie de remplacement; la violence privatisée conteste aux États le monopole de la violence; et plusieurs de ces pays sont encore loin d'avoir retrouvé leur niveau de 1990 en termes de performances économiques par habitant. En résumé, les dividendes de la transition et de la démocratisation échappent à un nombre croissant de citoyens.

Le Viêt-nam a emprunté une autre voie, analogue à celle du modèle chinois. En schématisant, on peut dire que le gouvernement n'a pas abandonné le filet de la sécurité sociale ni les prestations de

base qu'il fournissait à ses citoyens. Tandis que sa politique libérale octroyait toujours plus de liberté à l'économie, le gouvernement est resté strict sur le plan de la sécurité intérieure et ne modifie que lentement les règles en vigueur.

C'est donc par une libéralisation dosée et une mutation lente du système, tout en garantissant un minimum de prestations sociales, que le Viêt-nam entend poursuivre son développement. Ce pays a manifestement reconnu qu'une détérioration du capital social compromettrait sérieusement les résultats escomptés du changement de régime et du processus de développement.

Nombreux sont les chemins qui mènent au but. Cela suppose toutefois que le contexte politique offre des conditions juridiques suffisamment sûres pour permettre le développement économique.

Mais pour être durable, la croissance économique doit aussi s'appuyer sur une société saine et sur un capital social en progression. Les dividendes de la transition ne doivent pas être réservés à une petite minorité. Il faut que la « nouvelle » prospérité profite au plus grand nombre. ■

Walter Fust
 Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Parasites et suceurs

L'entomologiste suisse Hans R. Herren recourt avec succès à des insectes utiles contre les parasites du maïs et du manioc en Afrique. Directeur d'un institut de recherche soutenu par la DDC, il a par ailleurs mis en évidence des moyens efficaces de combattre les vecteurs de la malaria et de la maladie du sommeil. De Stefan Hartmann*.

Hans Rudolf Herren, âgé de 56 ans, fait aujourd'hui partie des scientifiques de premier plan au niveau mondial en matière de lutte biologique contre les parasites. Il y a plus de 20 ans, ce fils d'un planteur de tabac valaisan a découvert un ennemi

naturel de la cochenille qui dévastait le manioc, aliment de base dans de nombreux pays africains. Il avait trouvé en Amérique du Sud un minuscule ichneumon, une sorte de guêpe, qui élimine rapidement la cochenille. «Il s'agit non pas d'éradiquer



Récompenses prestigieuses

Hans Rudolf Herren a été en 1995 le premier Suisse à se voir décerner le Prix mondial de l'alimentation. Des millions d'Africains lui doivent leur survie, disait l'éloge officiel. M. Herren a également reçu en automne 2002 à Zurich le prix richement doté de la Fondation Brandenberger (inventeur du cellophane), et en mars de cette année, en Californie, le Prix Tyler, une prestigieuse distinction dans le domaine de l'environnement.



de sang

les ravageurs, mais de les tenir en échec à l'aide de rivaux naturels», explique-t-il.

L'entomologiste recourt également à des guêpes pour neutraliser la pyrale du maïs. Ayant en outre remarqué que la pyrale n'aime pas l'odeur du *desmodium*, il a imaginé de planter cette légumineuse entre les rangées de maïs pour repousser les prédateurs survivants. Ces derniers sont simultanément attirés vers la périphérie du champ par une graminée fourragère, l'herbe à éléphant, qui finit par les engluer dans ses feuilles visqueuses. Cette méthode appelée *push-pull* réduit énormément les pertes de récoltes. Elle est diffusée auprès des paysans kenyans par des conseillers en environnement formés à l'Institut international de recherche sur les insectes (ICIPE), à Nairobi, que dirige M. Herren depuis 1994.

Sus aux suceurs de sang

Le chercheur suisse espère obtenir un même effet boule de neige avec ses méthodes contre la malaria et la maladie du sommeil, qui sont, à côté du sida, les plus grands obstacles au développement de l'Afrique. Il était important, pour lui, de savoir comment les insectes vecteurs de ces maladies se propagent et dans quelles conditions ils prolifèrent. «On sait depuis un siècle que l'anophèle transmet la malaria; mais personne n'a encore étudié à fond le comportement de ce moustique.» M. Herren a constaté par exemple que les anophèles déposent leurs larves dans les flaques d'eau saumâtre de terrains marneux ou dans les cavités d'arbres où l'eau s'accumule. Dans les deux cas, on peut terrasser les moustiques avec un extrait naturel de *neem*, un arbre très répandu.

Quant à la maladie du sommeil, elle est transportée par la mouche tsé-tsé, qui dépose des parasites en suçant le sang de leurs victimes. Ces organismes unicellulaires pénètrent dans le système nerveux et le cerveau; la victime s'en trouve mentalement perturbée et affaiblie, perd conscience et finit par

mourir – souvent après des années. Cette maladie a pris un caractère épidémique dans de vastes régions du continent, alors qu'elle semblait définitivement vaincue au début des années 60. «Guerres, réfugiés et misère sociale rendent vains tous les efforts entrepris pour juguler la maladie du sommeil», constate Thomas Zeller de la DDC. «Pour une lutte efficace, il faudrait dix ans de stabilité dans l'ensemble des pays concernés.» Chaque année, un demi-million d'Africains sont contaminés par l'agent de la maladie du sommeil. En l'absence de traitement, qui est toujours difficile et coûteux, cette maladie a souvent une issue fatale. Elle fait plus de 100 000 victimes chaque année (en comparaison, la malaria tue 1,5 million de personnes par an et le sida 2,2 millions).

Largage de mouches irradiées

La grande arme de l'ICIPE contre la mouche tsé-tsé est un piège ressemblant à une tente; il est constitué d'une toile bleue et d'urine bovine qui attire les insectes. Prises dans la partie sombre du piège, les mouches montent vers la lumière et arrivent dans une nasse blanche où elles sont grillées par le soleil. «Cela ne donne des résultats probants que si les communautés villageoises en adoptent vraiment l'idée», souligne M. Herren. Ces pièges coûtent 15 francs la pièce, et il en faut quatre par km². Ils ont été testés avec succès au cours des années 90 dans le sud de l'Éthiopie: sur un territoire grand comme la Suisse, l'ICIPE est parvenu à contrôler la mouche tsé-tsé à 95 pour cent.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) entend maintenant éliminer les dernières mouches tsé-tsé de cette région, en lâchant par avion des mâles irradiés aux rayons gamma. Comme les femelles ne sont fécondées qu'une seule fois dans leur existence, le problème serait théoriquement résolu. L'AIEA se réfère à l'exemple de Zanzibar: l'île a été débarrassée des mouches tsé-tsé en 1997 grâce à la «technique de l'insecte stérile» (TIS); mais des spécialistes estiment qu'une nouvelle invasion reste possible. Reto Brun, de l'Institut tropical suisse à Bâle, fait observer que cette île constitue un cas idéal du fait que l'on y trouvait une seule des 23 espèces de tsé-tsé. Mais chaque espèce doit être combattue séparément. Si un territoire en compte cinq ou six, comme en Éthiopie, l'entreprise est énorme, selon M. Brun. De plus, il est probable que de nouvelles mouches réoccuperont ensuite la région. ■

** Stefan Hartmann est journaliste indépendant au Presseladen, à Zurich*

(De l'allemand)

Lutte contre la mouche tsé-tsé

Lorsqu'il a rendu visite à l'ICIPE en septembre dernier, le directeur de la DDC Walter Fust a explicitement rendu hommage à l'approche choisie par cet institut. La DDC contribue à hauteur de 1,3 million de francs à son budget annuel, qui totalise 16 millions de francs. Actuellement, elle soutient aussi les efforts de l'ICIPE visant à juguler la mouche tsé-tsé dans la vallée de Ghibe, au sud de l'Éthiopie. Les chercheurs montrent aux paysans comment poser des pièges et forment des conseillers en environnement. Ce projet est destiné à faire école dans d'autres pays.



Un appât liquide est pulvérisé sur les pièges

Quand des gosses reviennent du front

Il y a des enfants soldats sur toute la planète. Souvent enlevés par des rebelles et recrutés de force, des garçons et des filles âgés de douze à quatorze ans sont envoyés au front. Leur réintégration dans la vie normale après la guerre est extrêmement difficile, comme le montre l'exemple de Sékou au Liberia.



Un phénomène universel

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), plus de 2 millions d'enfants sont morts, victimes de conflits armés, au cours des 10 dernières années, tandis que plus de 6 millions ont été blessés ou sont handicapés pour le reste de leur existence. L'UNICEF estime à 300 000 le nombre des « enfants soldats » à travers le monde; ce terme désigne, au sein d'un groupe militaire, tous les membres qui sont âgés de moins de 18 ans. Des enfants sont impliqués dans plus de 36 conflits armés, en tant que combattants, messagers ou esclaves sexuels. Les enfants sont considérés par leurs chefs comme des soldats « de moindre valeur ». C'est pourquoi ils sont engagés dans des opérations particulièrement dangereuses, comme espions par exemple. On les charge aussi de poser ou de détecter des mines.

Liens utiles

www.unicef.org
www.unhcr.org
www.child-soldiers.org
www.sierra-leone.org

(mr) Sékou a 14 ans et il est marqué à jamais par ce qu'il a vécu. À l'âge de 11 ans, il a été enlevé avec sa sœur par des rebelles du LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie). Durant deux ans, il a combattu sur le front, dans le comté de Lofa, avant de pouvoir s'enfuir vers la Sierra Leone. Là, il a d'abord été placé dans un camp d'internement, à Mapeh, avec des soldats adultes. Les anciens combattants ne peuvent pas revendiquer immédiatement le statut de réfugié; leur démobilisation passe par un internement de durée indéterminée.

Les enfants soldats, par contre, ont le droit d'être traités comme des réfugiés civils. Cela fait maintenant plusieurs mois que Sékou tente de s'adapter à la vie quotidienne dans le camp de réfugiés de Jimmi Bagbo. Mais l'intégration est très difficile, car il reste traumatisé par sa terrible expérience de la guerre. « Lorsque j'ai rendu visite à Sékou récemment, il avait dû passer la nuit à la gendarmerie après avoir battu une petite fille avec un bâton », raconte Doris Mauron, *child protection officer* au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Traumatismes profonds

« Une énorme charge psychique pèse sur les enfants soldats. La perte ou la séparation de leur famille et de leurs amis, mais aussi les épouvantables faits de guerre dont ils ont été les témoins ou les acteurs, tout cela peut les traumatiser très profondément. C'est pourquoi il est essentiel de leur procurer une assistance psychosociale dans le camp de réfugiés », explique Doris Mauron, qui a été mise à disposition du HCR par la DDC. Dans le sud de la Sierra Leone, le HCR gère huit camps qui hébergent au total 53 282 réfugiés libériens. Les jeunes sans famille, les anciens enfants soldats, bénéficient de programmes spécifiques. La scolarisation ou l'apprentissage d'un métier constituent des éléments essentiels de leur intégration. Des clubs de filles et de garçons leur donnent par ailleurs l'occasion de s'exprimer et d'entreprendre diverses activités. Selon leur âge, ils sont placés dans des familles d'accueil ou vivent à deux dans une case. En outre, ces enfants reçoivent quotidiennement la visite de travailleurs sociaux de la Sierra Leone et du Liberia, qui les accompagnent dans leur progression difficile vers la vie normale. ■

(De l'allemand)

Conditionnalité plus flexible (gjs) Le Conseil fédéral a décidé en avril dernier de modifier l'application de la clause de conditionnalité dans les relations extérieures de la Suisse. En 1999, il avait rendu obligatoire l'insertion d'une clause de conditionnalité dans tous les accords conclus avec des pays tiers. Cette clause permet d'interrompre une collaboration avec un pays qui ne respecterait pas les principes démocratiques, tels que le droit humanitaire par exemple. Jusqu'ici, la non-exécution de cette clause n'a jamais été invoquée pour suspendre un accord. Afin d'améliorer la cohérence et la crédibilité de la politique étrangère, le Conseil fédéral a décidé de passer du caractère contraignant, punitif et négatif

de la conditionnalité à une notion plus positive. La clause de conditionnalité sera dorénavant appliquée de manière plus flexible. Lorsqu'elle sera refusée par un État tiers, une nouvelle approche sera suivie, encourageant le dialogue politique en vue d'améliorer le respect des principes démocratiques.

Nouveau crédit de programme

(bbg) Le Conseil fédéral a adopté le 28 mai son message à l'intention du Parlement concernant «la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement 2004-2007». Il y demande, pour la coopération de la DDC avec les pays du Sud, un crédit de programme de 4,4 mil-

liards de francs couvrant une période d'au moins quatre ans. Ce montant représente près des deux tiers de toute l'aide publique au développement. Il doit permettre à la Suisse de poursuivre dans les années à venir une coopération prévisible, basée sur les principes de continuité, de stabilité et de qualité. La Suisse participe ainsi aux efforts entrepris à l'échelon international pour réduire la pauvreté dans le monde. Le cadre de référence est donné par les Objectifs de développement pour le millénaire, adoptés à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2000. La DDC contribue à atteindre ces objectifs internationaux par la coopération bilatérale avec ses pays partenaires du

Sud et par des apports à la coopération multilatérale. Les Chambres fédérales se prononceront probablement cette année encore sur le crédit de programme. Un premier débat à ce sujet est prévu pour la session d'automne.

Une version abrégée du «Message Sud» peut être commandée à: DDC, médias et communication, tél. 031 322 44 12, info@deza.admin.ch ou au moyen du coupon de commande ci-joint. Cette brochure existe en français, en allemand et en italien.

Au fait, qu'est-ce que le Pacte mondial?

(bf) Le Pacte mondial (Global Compact) est une initiative des Nations Unies qui vise à infléchir les stratégies et l'attitude de l'économie privée, notamment des grandes entreprises multinationales. Il s'agit d'amener ces sociétés à mettre en place un système de gestion responsable en ce qui concerne les droits de l'homme, les conditions de travail et l'environnement. Le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a officiellement lancé cette idée en 1999 à l'occasion du Forum économique mondial de Davos. Les entreprises et les institutions (des universités aux chambres de commerce, en passant par les organisations de défense des droits de l'homme) qui signent le Pacte mondial acceptent volontairement neuf grands principes. Elles s'engagent par exemple à ne pas recourir au travail des enfants, à respecter les droits de l'homme ou encore à promouvoir le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement. Pour réaliser ces objectifs, le bureau du Pacte mondial à New York dispose de trois instruments: les bureaux nationaux du Pacte mondial; les forums d'apprentissage organisés en moyenne deux fois par année; les dialogues politiques, qui permettent de soutenir les réseaux nationaux dans l'élaboration de projets (avec les pays en développement) ou dans la résolution de certains dilemmes (pays de l'OCDE). Le Pacte mondial suscite des critiques de la part des organisations non gouvernementales. Celles-ci lui reprochent précisément de se fonder sur le bon vouloir des entreprises et déplorent le respect très approximatif des neuf principes ainsi que l'absence de mécanismes de contrôle.

À la fin de 2002, quelque 700 entreprises avaient signé le Pacte mondial. Parmi elles figurent de grandes sociétés suisses, comme ABB, Novartis, UBS et Serono. La Suisse appuie les efforts du Pacte mondial à deux niveaux: elle cofinance le bureau de New York de 2001 à 2003 et elle met à sa disposition un spécialiste suisse chargé des réseaux du Pacte mondial.



Gideon Mendel / Network / Lookat

Luttes sans merci pour l'or bleu

FORUM



Dans le nord-est du Sénégal, la vie des familles paysannes est rythmée par la quête de l'eau: venant de villages situés dans un périmètre de 30 km, nombre d'entre elles se rendent tous les deux jours à Velingara pour s'y ravitailler en eau; elles abreuvent leurs troupeaux, remplissent des chambres à air de camions pour leur consommation domestique, puis s'en retournent à pied ou sur des charrettes tirées par des ânes.

À qui appartient l'eau ? S'agit-il d'un bien commun de l'humanité ou d'une marchandise dont le marché se chiffre en milliards ? L'eau fait l'objet de nombreux conflits, qui ne sont pas l'apanage des États. Elle incarne de plus en plus le clivage entre riches et pauvres. De Maria Roselli.

Lorsque la compagnie Aguas del Tunari et les autorités boliviennes ont signé en octobre 1999 un contrat de 40 ans concernant l'approvisionnement en eau de Cochabamba, troisième ville du pays, tout semblait aller pour le mieux. La distribution d'eau a de tout temps posé problème en Bolivie : seuls 55 pour cent de la population rurale et 93 pour cent de la population urbaine ont accès à l'eau potable. Or, depuis quelque temps déjà, la Banque mondiale préconisait une privatisation de ce secteur et Aguas del Tunari offrait, sur le papier du moins, les meilleures conditions pour améliorer la situation à Cochabamba. Selon le contrat, la compagnie s'engageait à réparer et étendre les canalisations de la ville, et à développer un projet d'irrigation pour l'agriculture.

Hélas, l'espoir d'avoir de l'eau courante dans chaque foyer s'est effondré en quelques semaines. Alors que leur revenu mensuel se situe entre 60 et 100 dollars, les habitants de Cochabamba ont appris qu'ils devraient continuer à en consacrer un quart environ pour s'approvisionner en eau. La population n'a donc pas tardé à descendre dans la rue pour fustiger la compagnie «américaine». Aguas del Tunari appartient à l'entreprise britannique International Water Ltd, elle-même contrôlée par Bechtel Corp., une multinationale américaine de la construction.

Demande de dédommagement

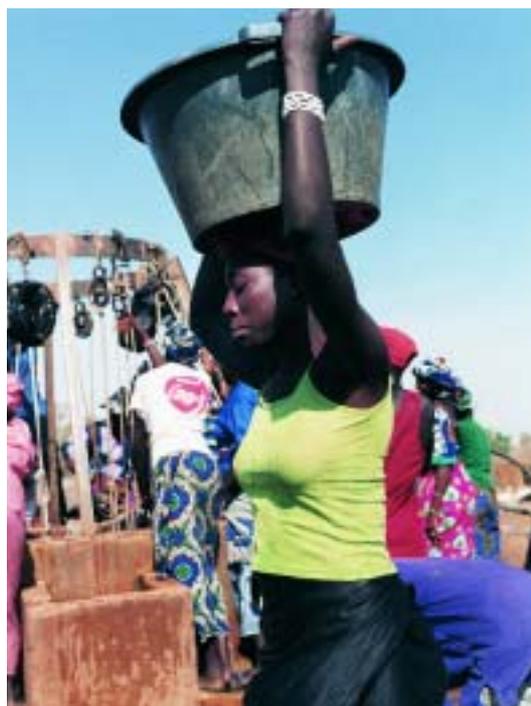
Cochabamba est ainsi devenue un symbole de la lutte contre la privatisation de l'eau. L'État a fait appel à l'armée qui a violemment réprimé les manifestations. Le 8 avril 2000, le président Hugo Banzer a décrété l'état d'urgence. De véritables combats de rue entre policiers et manifestants ont fait des centaines de blessés. Au bout de quatre jours, le gouvernement Banzer a cédé et annoncé l'annulation du contrat passé avec Aguas del Tunari.

Cette résiliation s'est toutefois révélée bien plus coûteuse que prévu. La compagnie a porté plainte contre l'État bolivien et exigé 25 millions de dollars à titre de dédommagement. Pour pouvoir porter le cas devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale, Aguas del Tunari n'a pas hésité à recourir à une ruse

commerciale : juste avant de s'adresser à cet organisme, elle a transféré son siège des îles Caïmans vers les Pays-Bas. Il existe en effet entre ce pays et la Bolivie un accord bilatéral sur les investissements qui autorise le dépôt d'une plainte auprès du CIRDI. L'affaire est toutefois loin d'être close, comme l'explique Bruno Gurtner de la Communauté de travail des œuvres d'entraide : «De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) du monde entier ont demandé en août 2002 au tribunal de la Banque mondiale d'ouvrir ses délibérations au public. C'était peine perdue : en février dernier, le CIRDI a fait savoir qu'il continuerait de traiter cette affaire à huis clos.»

De l'eau qui vaut de l'or

La privatisation de la distribution d'eau à Cochabamba illustre parfaitement les luttes que suscite l'eau en tant que bien public. Et ces luttes ne se limitent de loin pas aux pays en développement. En Europe aussi, et même en Suisse, nombre de réseaux publics se sont mués en sociétés anonymes au cours de la privatisation des entreprises d'électricité.



Zone à risques

La rareté de l'eau risque fort d'engendrer des conflits partout dans le monde. Plus de 300 rivières arrosent en effet deux ou plusieurs pays. Plus de 20 pays dépendent de leurs voisins pour leur approvisionnement en eau. Certaines régions sont particulièrement sensibles :

- Le bassin versant du Nil : selon les prévisions de Worldwatch, la population de l'Éthiopie, de l'Égypte et du Soudan réunis, qui s'élève aujourd'hui à 150 millions de personnes, atteindra 340 millions d'ici 2050.
- L'Okavango, qui arrose le Botswana, la Namibie et l'Angola.
- Le Jourdain, qui arrose Israël, la Palestine, la Jordanie et la Syrie.
- L'Euphrate, qui arrose la Turquie, la Syrie et l'Irak.

Surexploitation

La croissance démographique mondiale exerce une forte pression sur les réserves d'eau de la planète. Ce n'est pas la consommation d'eau par les hommes et les animaux qui pose problème, mais bien plutôt l'augmentation constante des surfaces cultivées à irriguer. À l'heure actuelle, l'agriculture consomme 80 pour cent de l'eau et il arrive souvent que les précipitations ne remplacent pas la totalité de l'eau utilisée. Aujourd'hui déjà, l'irrigation de 10 pour cent des terres arables passe par la surexploitation des réserves d'eau. En conséquence, les nappes d'eaux souterraines s'amenuisent et les rivières s'assèchent. Un des exemples les plus frappants nous vient de Chine : en 1997, le fleuve Jaune n'a pas coulé jusqu'à la mer pendant plus de 200 jours.



Peter Stägger

Initiatives privées

Urs Heierli, de la section Emploi et revenus de la DDC, se montre plus pragmatique. Lui aussi pense que «l'eau doit rester un bien public», mais il fait remarquer que la situation dans les campagnes ne ressemble pas à celle des villes. «Aucun investisseur ne s'intéresse à la distribution d'eau dans les campagnes, car il n'en tirerait aucun bénéfice. Il s'agit ici avant tout de faire en sorte que les populations pauvres aient accès à de l'eau propre. Dans ce cadre, l'initiative privée est appelée à jouer un rôle toujours plus important», estime M. Heierli.

Dans certains pays en développement, l'eau a donné naissance à un secteur privé très dynamique. Au Bangladesh, des femmes savent comment réparer les pompes. En Afrique, des marchands d'eau sillonnent les rues sur leur charrette tirée par un âne et des camions-citernes livrent de l'eau dans les villes. Cependant, le secteur privé est souvent freiné, soit parce que l'âne et sa charrette sont jugés obsolètes, soit parce que l'on comprend mal le rôle des commerçants intermédiaires. Il arrive encore fréquemment que des services étatiques centralisent l'achat de pompes à main pour les installer ensuite directement dans les villages. Une telle pompe fonctionnera très bien pendant quelques années, mais un jour ou l'autre, on aura besoin de pièces de rechange, et celles-ci seront introuvables. Quel commerçant entreposerait des pièces de rechange qu'il n'a aucune chance de vendre avant des années? Selon M. Heierli, il en irait tout autrement si on achetait la pompe directement chez ce marchand, ce qui lui permettrait de gagner sa vie en vendant et en entretenant ce type de matériel. «On a pris conscience du fait que l'existence de chaînes de distribution rentables est essentielle, et on est en train de formuler une politique sensée qui évitera de paralyser l'initiative privée», ajoute-t-il.

Au Nicaragua, la DDC soutient depuis plusieurs années la fabrication, l'installation et l'entretien de pompes à main, appelées *rope pumps*. Ce projet souhaite inciter les petits artisans à offrir davantage de prestations dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Par le passé, divers types de pompes ont été installées dans ce pays d'Amérique centrale. Le marché était cependant dominé par des modèles étrangers fort coûteux. Dans les années 90, une entreprise locale, Bombas de Mecate, a obtenu un appui de l'État pour améliorer la pompe nicaraguayenne traditionnelle et la relancer sur le marché. Le projet a remporté un tel succès que l'idée sera reprise au Ghana. ■

(De l'allemand)

L'eau et la pauvreté

Ce sont en premier lieu les pays les plus pauvres qui sont concernés par la pénurie d'eau. Lorsque des besoins essentiels tels que l'alimentation, l'eau potable propre, le logement et les soins médicaux ne sont pas assurés, l'homme vit dans la crainte existentielle. Les craintes affaiblissent l'homme et l'empêchent de s'affirmer: la misère devient un cercle vicieux. Toute lutte effective contre la pauvreté dans le domaine de l'eau exige une association de réformes et d'innovations sur le plan des technologies, des institutions et des systèmes de gestion. Ces changements ne peuvent pas être laissés à l'économie de marché sans un pilotage à la fois social et écologique, sans mesures d'accompagnement. C'est pourquoi la DDC veille à ce que les populations concernées aient leur mot à dire et puissent participer activement aux processus de développement. Un processus autosuffisant de développement ne prendra place que si ces conditions sont remplies.

Tiré du dépliant de la DDC «L'eau et le développement pendant l'Année internationale de l'eau 2003»

Dans le même temps, l'expansion du marché des eaux minérales a incité de grandes multinationales, comme Nestlé, Suez-Lyonnaise des Eaux et Vivendi-Générale des Eaux, à acquérir le contrôle des sources naturelles. C'est ce qui a failli se produire l'an dernier à Bevaix (NE), où Nestlé voulait acheter une source. Il a fallu 120 oppositions de la population pour que la multinationale retire son offre.

Actuellement, 1,1 milliard des habitants de la planète n'a pas accès à l'eau potable et 2,5 milliards vivent sans installations sanitaires. La Banque mondiale estime que le marché mondial de l'eau pèse plus de 180 milliards d'euros par an. Bien que seule une minorité de privilégiés dans les pays en développement puisse acheter de l'eau en bouteilles, il règne chez les producteurs une atmosphère de ruée vers l'or: en Asie et en Afrique, où la consommation annuelle se situe aujourd'hui entre 0,5 et 1 litre par habitant, le marché devrait croître de 12 pour cent par an. Nestlé commercialise déjà la marque «Pure Life» dans douze pays en développement et prévoit de livrer 2,7 milliards de litres par an vers ces pays d'ici à 2010.

Les ONG s'opposent vivement à la privatisation de l'eau partout dans le monde. «L'eau est un bien public et doit le rester. Un approvisionnement sûr en eau potable garantit la survie de la population et compte parmi les principales tâches de l'État», déclare Rosmarie Bär, de la Communauté de travail. Elle se dit également déçue par les résultats du troisième Forum mondial sur l'eau, qui s'est tenu à Kyoto en mars dernier, car la déclaration ministérielle finale ne mentionne pas «le droit humain à l'eau».

Un coup de fil de la mariée

La dot, un des vieux démons de l'Inde, a de nouveau fait les gros titres de la presse nationale il y a quelques jours. Dans les années 80, les quotidiens rapportaient régulièrement des cas atroces de tortures et de brûlures, des histoires cauchemardesques de femmes brutalisées et traitées comme du bétail, de parents qui se ruinent en tentant d'acheter le bonheur de leurs filles, de mariages détruits par la cupidité. Cette fois, le scénario est plus réjouissant. Le 11 mai, devant un millier d'invités réunis à une grandiose cérémonie nuptiale à New Delhi, la mariée de 21 ans a appelé la police sur son téléphone portable et fait arrêter son futur époux pour « harcèlement dotal ». Celui-ci avait dépassé les bornes. Alors que ses futurs beaux-parents lui avaient déjà offert une voiture de luxe et plusieurs appareils électroniques coûteux, il exigeait encore le versement en liquide d'une somme équivalant à 25 000 dollars.

L'histoire de Nisha Sharma illustre à merveille l'impact des médias, des mouvements féministes et de la mondialisation sur le développement de l'Inde. Il y a dix ans, cette jeune femme de la classe moyenne aurait été reniée et privée de tout avenir pour avoir ainsi souillé le nom de sa famille. Aujourd'hui, c'est une star. Des partis politiques veulent l'inscrire sur leurs listes électorales. Diverses organisations lui remettent des distinctions et des prix en argent liquide. Les offres de mariage affluent, émanant d'hommes désireux d'épouser « une fille aussi audacieuse qu'elle ».

Le cas de Nisha n'est pas isolé. Son histoire connue, un grand magazine a publié d'autres récits du même genre. Ils ne sont certes pas nombreux, mais éducatifs : des ouvrières, des juristes, des couturières, des employées

de bureau, des ingénieures, bref des femmes de tous les milieux, rompent leurs fiançailles et renoncent à des mariages ternis par les demandes de dot. Elles traînent les familles de leurs maris devant le tribunal, avec l'appui de leurs parents. Les organisations féministes confirment cette tendance : les femmes ne sont plus des victimes, elles affirment leurs droits. Et la société les approuve.

Mais toute médaille a son revers. Jusqu'en 1983, le Code pénal indien ne contenait aucune disposition punissant la violence conjugale. Grâce à la ténacité des groupements de femmes, des changements importants ont été apportés. Les sections 304B, 406 et 498A excluent la mise en liberté sous caution d'une personne soupçonnée d'un délit lié à la dot et transfèrent le fardeau de la preuve sur l'accusé.

L'application de ces textes engendre toutefois beaucoup de déception, de colère et de rancune.

Curieusement, ces dispositions ont créé une nouvelle catégorie de victimes : des maris et des beaux-parents innocents accusés

par des épouses sans scrupules ! Une semaine à peine après la publication de l'histoire de Nisha, la Haute Cour de New Delhi, appelée à statuer sur un cas similaire, a relevé que les lois sur la dot étaient sujettes à des abus de la part des femmes. C'est pourquoi elle préconise de réintroduire la mise en liberté sous caution et d'autoriser un arrangement à l'amiable en l'absence de blessures graves. « Nous avons observé l'application de ces dispositions durant deux décennies », a déclaré le juge. « Il est temps de tirer un bilan et de les réviser, car des milliers de mariages ont été sacrifiés à cause d'elles. »

Un vif débat agite à présent la société indienne.

Que penser de ces lois contre la dot ? Sont-elles un garde-fou utile ou un moyen de chantage ? Et comment les corriger ? ■

(De l'anglais)



Shoma Chaudhury, 31 ans, vit à New Delhi. Elle est critique littéraire pour un magazine indien diffusé sur Internet. Auparavant, elle a tourné des films documentaires pour une chaîne de télévision et a travaillé comme journaliste, notamment pour *Outlook* et *India Today*, deux des journaux les plus réputés de l'Inde.





Cette jeune prostituée a été expulsée d'un bordel à Bombay (Inde), parce qu'elle était malade du sida

Mondialisés pour le meilleur et pour le pire

La mondialisation est en train de transformer la vie quotidienne des individus sur tous les continents. Dix photographes sont allés à la rencontre de ces nouvelles réalités. Leurs reportages constituent l'exposition «Récits d'une mondialisation», qui se tient à Genève du 12 novembre au 12 décembre sous le patronage de la DDC. De Jane-Lise Schneeberger.

Depuis quelques années, la mondialisation s'accélère. La planète est devenue un vaste espace ouvert où tout circule librement. Si ce phénomène est une source de progrès pour beaucoup, il ne profite toutefois pas équitablement à tous. Et ceux qui en sont exclus voient leur pauvreté s'accroître. Ces laissés-pour-compte appartiennent au «quart-monde», un terme qui regroupe aussi bien les pays

les moins avancés que les poches de pauvreté au cœur des pays riches. Mandatés par la DDC, dix photographes du Nord et du Sud ont réalisé des reportages en partant de ce thème commun : l'écart croissant de développement entre le monde industrialisé et le quart-monde. Ils ont choisi différents langages photographiques, qui vont du photojournalisme à l'approche

artistique, pour raconter les conséquences de la mondialisation sur la destinée des individus et des sociétés.

Dix regards sur la mondialisation

Le photographe zurichois Daniel Schwartz, chargé de concevoir et de réaliser l'exposition, avoue n'avoir eu aucune peine à choisir les dix auteurs : «J'ai déplié une carte du monde et je me suis

demandé dans quelles régions on peut observer une ou plusieurs tendances globales, destructrices ou constructives, qui caractérisent le processus de mondialisation.» Ce survol l'a rapidement conduit aux photographes qui, indépendamment les uns des autres, avaient déjà travaillé sur ces questions. L'exposition se devait d'être un projet de groupe, précise-t-il, car «un seul regard ne suffit pas à

appréhender les effets d'un phénomène aussi complexe». Plusieurs travaux illustrent le sort des exclus, qui sont toujours plus nombreux au Nord comme au Sud, relève le curateur: «Pour une multitude de personnes, la participation à la mondialisation prend la forme de l'exclusion.» Par une série de portraits saisissants, le photographe Stephan Vanfleteren traduit le désespoir et l'isolement social de ces nouveaux pauvres dans son pays, la Belgique. En fréquentant de vieux cafés, il a rencontré des hommes et des femmes marginalisés ou inadaptés aux formes modernes de travail.



Stephan Vanfleteren

La pauvreté de la solitude – Juanita et Albert, en Belgique

l'arrière-pays agricole. Durant les travaux, ils logent sur les chantiers, dans des abris de fortune. En quittant la Chine, le visiteur entame un voyage à travers les États-Unis, aux côtés d'un autre photographe suisse, Thomas Kern. Ce dernier a observé l'âme blessée de la nation américaine après le choc du 11 septembre 2001. Il a centré sa démarche sur les *interstate highways*, routes stratégiques construites pendant la guerre froide. «C'est le long de ces autoroutes que se sont développées la plupart des valeurs américaines, comme les McDonald's, les cinémas drive-in ou encore le besoin de mobilité individuelle. Ces valeurs se sont aujourd'hui imposées dans le monde entier», commente Daniel Schwartz.

Made in Italy

L'Espagnole Cristina Nuñez a composé un essai photogra-

phique sur l'industrie de la mode, un autre vecteur d'uniformisation culturelle. Elle a pénétré dans les coulisses de grandes marques, à Milan. C'est là que des créateurs, des stylistes et des modèles de différentes nationalités définissent le nouveau style hybride qui sera adopté par une certaine classe sociale dans toutes les grandes villes industrialisées. La photographe a également visité des ateliers de couture clandestins, près de Naples, qui fabriquent des vêtements de contrefaçon. Autre aspect de la mondialisation, les flux migratoires sont en augmentation. Des vagues d'immigrants se pressent vers le monde riche, qui les cantonne à la périphérie des villes afin de préserver son identité. Dans les banlieues parisiennes, la Néerlandaise Bertien van Manen a rendu visite à des familles originaires du

Shehzad Noorani



Un ballon de football fait avec les moyens du bord, en Angola

Explosion urbaine

Le Suisse Andreas Seibert a braqué sa caméra sur le delta du fleuve Xi Jiang, en Chine méridionale, où une mégapole de près de 40 millions d'âmes est en train de surgir

de nulle part. Son reportage montre les conditions de vie très précaires des travailleurs migrants engagés dans la construction effrénée de buildings, de ponts et de routes. Ces ouvriers viennent de

Tim Hetherington



Atelier de couture clandestin près de Naples

Maghreb, d'Afghanistan et d'ailleurs. Celles-ci ont ouvert leurs albums de photos, remplis de souvenirs de la patrie. Recourant à une approche artistique, la photographe a placé ces images au centre de ses propres compositions.

Les filières criminelles ont elles aussi profité de la mondialisation. Le Bengalais Shehzad Noorani s'est intéressé à la traite d'enfants par des réseaux de trafiquants opérant au Népal, en Inde et au Bangladesh. Vendus par leurs parents sans ressources contre la promesse d'un emploi, les enfants sont emmenés dans les grandes villes et contraints de se prostituer.

Après la guerre, le football

Les jeunes garçons photographiés par le Britannique Tim Hetherington en Angola, en Sierra Leone et au Liberia ont eux aussi souffert d'un phénomène lié à la mondialisation. Ils ont participé à l'une ou l'autre des nouvelles

guerres qui sont menées pour le contrôle des ressources minérales. Aujourd'hui, ces anciens enfants soldats se resocialisent. Par la pratique du sport, en particulier du football, ils découvrent d'autres moyens de montrer qu'ils ont du talent.

Le Bosniaque Ziyu Gafic avait douze ans quand la guerre civile a éclaté dans son pays. Âgé aujourd'hui de 23 ans, le plus jeune des auteurs présents propose un essai autobiographique. Il tente de reconstituer l'identité bosniaque, que des épurations ethniques et des massacres ont tenté de détruire. Ses images mettent en cause le rôle des forces onusiennes. La plupart du temps, écrit le photographe dans une légende, celles-ci se contentaient de « compter les morts ».

Le Britannique Philip Jones Griffiths, âgé de 67 ans, est le doyen du groupe. Il a été rendu célèbre en 1971 par son livre *Vietnam Inc.*, un réquisitoire contre l'intervention américaine au Viêt-nam.

De retour dans ce pays qui a résisté jusqu'ici à toutes les tentatives de domination, le photographe cherche à savoir comment les Vietnamiens réagissent à une nouvelle menace extérieure. Vont-ils vendre leur âme aux multinationales qui cherchent à conquérir ce marché potentiel de 60 millions d'habitants ?

L'exposition se termine sur une note historique. Par son étude consacrée à la religion yoruba, le Nigérian Akinbode Akinbiyi rappelle que la traite des Noirs à travers l'Atlantique était l'une des composantes d'une ancienne forme de mondialisation. Les esclaves appartenant à l'ethnie africaine des Yorubas ont emmené leur religion vers le Brésil, où elle se pratique encore aujourd'hui. ■

Agenda et livre

L'exposition « Récits d'une mondialisation » se tiendra pour la première fois à Genève du 12 novembre au 12 décembre 2003, dans la Maison communale de Plainpalais. Elle est organisée en marge du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera du 10 au 12 décembre à Genève également. Il est prévu de présenter l'exposition en 2004 à Zurich et au Tessin, puis à l'étranger. Les dix reportages qui la composent seront regroupés dans un livre préfacé par Daniel Schwartz, qui paraîtra cet automne en trois versions linguistiques. Les éditions Thames and Hudson, à Londres, le produiront en anglais. Leur filiale parisienne se chargera de la version française. Et l'éditeur Steidl, à Göttingen, publiera l'ouvrage en allemand.



Ria qui veut devenir danseuse

(dg) Chaque mois, un millier de civils sont tués par des mines à travers le monde, et 450 autres grièvement blessés. Ces armes dirigées contre les êtres humains tuent et blessent même lorsque la guerre est depuis longtemps terminée. Rien qu'au Cambodge, environ 9 millions de mines sont encore dispersées à l'heure actuelle. On pose chaque jour plus de mines qu'il n'est possible d'en désamorcer dans le même laps de temps; le déminage de ces engins coûte à lui seul beaucoup plus que leur fabrication. La petite Cambodgienne Ria, âgée de 6 ans, est le personnage principal du film *Lettres aux adultes*, de la Suisse Alice Schmid. Son frère a été blessé par une mine. Ria ne peut comprendre que les mines détruisent encore alors que la paix règne. Comme elle rêve de devenir danseuse, elle craint pour ses jambes. Ses «lettres aux adultes» sont autant d'appels à renoncer tant à la fabrication qu'à l'utilisation de ces armes diaboliques.

Alice Schmid: «*Lettres aux adultes*», Suisse 1994/2000. Version française, 28 minutes (version abrégée), court-métrage, dès 8 ans. Distribution/vente: *Éducation et Développement*, tél 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch; Cinédia, tél. 026 426 34 30, cinedia@bluewin.ch; infos: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmecinewelt.ch

Offre et demande

(bf) Le Centre d'information, de conseil et de formation – Professions de la coopération au

développement (cinfo), à Bienne, organise divers séminaires qui permettent aux personnes intéressées de découvrir les possibilités et les limites d'un travail au service de la coopération internationale de la Suisse et d'en débattre.

Coopération internationale – Offre et demande: 19 septembre et 25 novembre en allemand; 14 novembre en français. Frais d'inscription: 50 francs. Pour plus d'informations: www.cinfo.ch

Diplôme en développement

(jls) Une nouvelle formation continue est proposée aux professionnels du développement occupant des postes à responsabilité. La première édition a lieu du 1^{er} septembre 2003 au 30 avril 2004. Ce programme, qui se déroule au Nord et au Sud, donne droit au Diplôme de formation continue en études du développement (DFD). Il est organisé par l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd), à Genève, en collaboration avec l'Institut supérieur de technologies appliquées, à Bamako (Mali), le Centre Bartolomé de Las Casas, à Cuzco (Pérou), et l'Asian Institute of Technology Centre in Vietnam, à Hanoi. Les participants apprennent à analyser des situations complexes, à mener des négociations avec des acteurs aux intérêts différents et à prendre les «bonnes» décisions en faisant constamment le lien entre problèmes locaux et globaux, entre intérêt public et privé, entre court et long terme.

Pour plus d'informations: www.unige.ch/iued/new/enseignement/dfd. Inscriptions: iuéd, secrétariat DFD, CP 136, 1211 Genève 21. Fax 022 906 59 94, dfd@iued.unige.ch

Des chiffres et des outils

(jls) L'Institut universitaire d'étu-

des du développement (iuéd) organise cet automne à Genève deux sessions de formation continue. L'une porte sur la gestion financière et comptable au service du développement. Destinée aux collaborateurs et cadres qui ne sont pas des spécialistes de la finance, cette formation leur permettra d'interpréter et d'utiliser les informations contenues dans les rapports financiers, comptes, bilans, budgets et autres business-plans. La session comporte 40 heures de cours, qui peuvent être suivies soit en octobre, soit en novembre et décembre. Une autre session est consacrée au management de projets et programmes de développement. Les 40 heures de cours sont dispensées en novembre. La formation s'adresse aux cadres supérieurs d'organisations publiques et privées de développement. L'objectif est de leur rendre accessibles les outils de management stratégiques aujourd'hui indispensables pour gérer l'engagement solidaire.

Renseignements et inscriptions: iuéd, Sylviane Werren-Kanyarvunga, CP 136, 1211 Genève 21, tél. 022 906 59 86, fax 022 906 59 94, sylviane.werren@iued.unige.ch

La Suisse et l'ONU

(vuc) Une année après l'approbation par le peuple de l'adhésion à l'ONU, le Conseil fédéral a transmis au Parlement son premier rapport sur la coopération de la Suisse avec les Nations Unies et les organisations internationales ayant leur siège en Suisse. Il tire un bilan positif des premières expériences de la Suisse en tant que membre de l'ONU et présente les priorités pour les prochaines années. *Le rapport est disponible sous la forme d'une brochure illustrée intitulée «La Suisse et l'ONU – Rapport du Conseil fédéral 2003». Il peut être commandé gratuitement*

Livres et brochures

Service

auprès de : DFAE – Coordination
ONU, Bundesgasse 28, 3003
Berne, fax 031 324 90 65, ou par
e-mail : uno@eda.admin.ch. La bro-
chure existe en version française, alle-
mande et italienne.

Droit international humanitaire

(bf) Quels sont les droits des pri-
sonniers de guerre? De quelle
protection bénéficient les civils
en cas de conflit armé? Quelles
armes sont interdites? Le droit
international humanitaire répond
à ces questions et à beaucoup
d'autres. Les principaux concepts
de cette législation sont expli-
qués, de manière simple, dans
une brochure de format A5
éditée par le DFAE. *L'ABC du
droit international humanitaire*
s'adresse aux personnes qui
s'intéressent à la politique inter-
nationale et peut aussi servir de
matériel didactique.

La brochure peut être obtenue gratui-
tement en français, allemand, italien
et anglais, à l'adresse suivante :

«La Suisse et le monde», mention
«Droit international humanitaire»,
c/o Schaer Thun AG, Industrie-
strasse 12, 3661 Uetendorf,
fax 033 345 63 23,
ou par e-mail :
druckzentrum@schaerthun.ch

L'Afrique en quête d'identité

(jls) Comparant l'histoire à une
pièce de théâtre, Joseph Ki-
Zerbo remarque que les
Africains ont été classés parmi
les figurants depuis le 16^e siècle.
Le continent noir, berceau de
l'humanité, doit conquérir son
identité et retrouver un rôle
d'acteur dans le monde, affirme
le grand historien burkinabé
dans un livre d'entretiens avec
René Holenstein, collaborateur
de la DDC. Âgé de 83 ans,
Joseph Ki-Zerbo évoque son
parcours d'enseignant, de cher-
cheur et de politicien. Il com-
mente les grands défis qui se
posent aujourd'hui à l'Afrique :



la mondialisation «qui est en
train d'augmenter le nombre des
exclus», la décomposition de
l'État néocolonial «matraqué par
des institutions comme la
Banque mondiale», les conflits
ethniques, les droits de l'homme,
le difficile enracinement de la
démocratie... Selon lui, l'émiet-
tement du continent en une
soixantaine de petits pays entrave
le développement et la crois-
sance. Le monde mondialisé
pousse l'Afrique à opter pour un
système fédéraliste, qui devrait
être établi sur la base des princi-
pales langues africaines.

Joseph Ki-Zerbo : «À quand
l'Afrique? Entretien avec René
Holenstein», Éditions d'en bas,
Lausanne, 2003

L'Union européenne s'élargit

Le magazine *La Suisse et le
monde*, publié par le Départe-
ment fédéral des affaires étrangè-
res (DFAE), présente des thèmes
actuels de la politique extérieure
de la Suisse. Le prochain
numéro, qui paraît fin septembre,
se penche plus particulièrement
sur l'élargissement de l'Union
européenne (UE) à l'Est. Le dos-
sier présente les dix nouveaux
pays qui en feront partie dès le
1^{er} mai 2004, leurs contribu-
tions, leurs attentes, mais aussi
ce que cela implique pour l'UE
et pour la Suisse. Le dernier
numéro, paru fin juin, était con-
sacré essentiellement aux diverses

conséquences de la migration.

«La Suisse et le monde» paraît qua-
tre fois par an en français, allemand
et italien. Souscription gratuite d'un
abonnement : Schaer Thun AG,
Industriestrasse 12, 3661 Uetendorf
ou druckzentrum@schaerthun.ch

Fusion magique

Musique (er) Une fois de plus, Natacha
Atlas a réussi sans peine à relier
l'Orient et l'Occident sur un
même disque, qui fascine par son
homogénéité. Celle qui a été
chanteuse et danseuse du ventre
dans le groupe anglo-saxon
Transglobal Underground sait
s'y prendre pour marier art du
chant façon «mille et une nuits»,
dub-groove, brit-hop et musique
symphonique dans un rhythm'-
n-blues cosmopolite unique. Fille
d'une Anglaise et d'un Égyptien
séfarade, Natacha Atlas a grandi
en Belgique et en Angleterre.
Aujourd'hui, elle vit tantôt à
Londres, tantôt au Caire. Sa voix
fabuleuse témoigne d'un monde
musical riche et très personnel,
à mi-chemin entre désert et
métropole, entre tabla et électro-
nique. Sur son dernier opus, la
chanteuse a même trouvé une
place pour une reprise soul de
«This is a Man's World», de
James Brown. Pour enregistrer
les quatorze morceaux qui for-
ment son sixième album solo,
elle s'est assuré le concours de
nombreux invités, dont Sinead
O'Connor, Kalia et Princess
Juliana.

Natacha Atlas : «Something
Dangerous» (Network /
Musikvertrieb)

Stars et espoirs

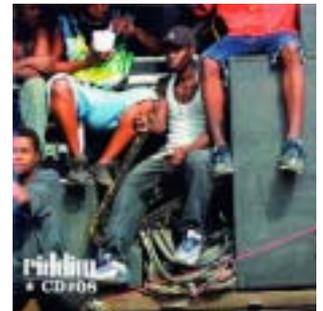
(er) La station BBC Radio 3
s'impose comme une référence
dans le domaine des musiques
du monde. Un jury réuni par la
radio londonienne attribue ainsi
chaque année ses «Awards for
World Music». La sélection de
2003, qui compte 28 morceaux,
est distribuée sur un magnifique

double CD contenant un livret
riche en informations. Ce disque
offre un excellent tour d'horizon
des tendances actuelles. Les stars
et les groupes les plus connus du
rhythm'n'sound sont au rendez-
vous : Salif Keita, Youssou
N'Dour, Susana Baca, Trilok
Gurtu... On y trouve par ail-
leurs des musiciens moins con-
nus et néanmoins prometteurs,
comme la jeune chanteuse
cubaine Yusa ou le musicien
folk-rock russe Sergey Starostin.
Avec des morceaux entraînants,
d'autres méditatifs, le disque
embrasse la world music sur tous
les continents.

BBC Radio 3 : «Awards for World
Music» (Manteca/Phonag)

Du reggae dans les kiosques

(er) Tous les deux mois, on
annonce une nouvelle édition
des *Riddim*, ces fameux CD qui
sont annexés au magazine de
reggae germanophone du même
nom, publié par le label berlinois
Piranha. Les *Riddim* sont déjà



parus une demi-douzaine de
fois. Pour la modique somme de
dix francs (magazine et CD),
chaque numéro offre un plon-
geon unique dans le monde du
reggae. Bien entendu, la fièvre
du *Riddim* se déclenche moins à
la lecture du magazine qu'à
l'écoute des morceaux soigneu-
sément sélectionnés figurant sur
le CD. Ceux-ci reflètent toutes
les facettes du reggae : roots, dub,
ska, rocksteady, dancehallvibes ou
encore soundsystem-sounds.
Chaque disque compte dix à
treize morceaux, aussi bien de

musiciens connus (Bob Marley, Sizzla, Skatalites, Gentlemen, Morgan Heritage, Seed, etc.) que de nouveaux venus. Il s'agit souvent de pré-éditions d'actualité, voire d'enregistrements exclusifs. Incontournables pour les fans, ces CD invitent aussi les novices à découvrir le paradis du reggae. *Riddim CD#07, #08, #09...* (piranha medien GmbH / kiosques)

Agriculture, forêts et environnement

(bf) InfoResources est le nom du nouveau réseau de collaboration réunissant trois services d'information: InfoAgrar, Infoforest et Infothèque CDE. Mandaté par la DDC, InfoResources est à la disposition du personnel des organismes de développement, des œuvres d'entraide, des chercheurs, des écoles et de toutes les personnes intéressées. Il fournit gratuitement les prestations suivantes: recherches dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de l'environnement; conseils lors de la planification et de la réalisation de projets; réponses à des demandes concernant les politiques et les stratégies actuelles de la coopération internationale. Le bulletin *InfoResources News* fournit six fois par an les principales informations sur l'agriculture, les forêts et l'environnement dans le contexte de la coopération internationale. Quant à la publication *InfoResources Focus*, elle paraît trois fois par an et se concentre sur un sujet d'actualité: elle l'analyse de plusieurs points de vue et passe en revue

les principales publications qui lui sont consacrées. Ces deux magazines paraissent en français, en anglais et en espagnol. *InfoResources, Länggasse 85, 3052 Zollikofen, tél. 031 910 21 91, e-mail: info@inforesources.ch; www.inforesources.ch*

Campagne éducative sur l'eau

(bf) À l'occasion de l'Année internationale de l'eau 2003, un site Internet (www.eau2003education.ch) et une série d'affiches fournissent aux enseignants des idées pour parler de l'eau à l'école. Le site contient des explications détaillées sur le sujet, du matériel didactique commenté, des liens utiles et un calendrier des manifestations destinées aux enseignants. La série d'affiches comprend dix photos sur le thème «L'eau, un bien précieux» et elle est accompagnée d'un dossier pédagogique adapté à tous les niveaux scolaires. Élaborée par la Fondation Éducation et Développement sur mandat de la DDC, cette campagne éducative sur l'eau comprend également dix quiz interactifs (www.visumsurf.ch/wasser2003) qui reprennent les sujets des affiches.



La série d'affiches est disponible en français, allemand et italien auprès de la Fondation Éducation et Développement, Avenue de Cour 1, 1007 Lausanne, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch. Prix: 8 francs sur place et 12 francs pour un envoi postal.

Regards Nord-Sud

(bf) La nouvelle série de films «Blickwechsel NordSüd» comprend six documentaires sur des habitants du Nord et du Sud engagés dans la lutte pour le respect des droits économiques, sociaux et culturels. Cette production de la FSFA, dont la diffusion est déjà prévue sur plusieurs chaînes de télévision germanophones, a notamment été financée par la DDC, l'OFEPF et l'UNESCO. Les films se prêtent à une utilisation pédagogique.

En ce début du 21^e siècle, la fracture sociale est plus grande que jamais: 20% des habitants de la planète disposent de plus de 85% de la fortune et des revenus mondiaux, ils consomment 80% de toutes les matières premières; les autres 80% doivent se contenter du reste. Cependant, des citoyens toujours plus nombreux s'élèvent contre cette injustice et la société civile commence à tisser des réseaux au Nord comme au Sud.

Les films montrent comment des liens de solidarité se nouent entre le Nord et le Sud pour favoriser un développement durable. Ils témoignent des efforts menés pour mettre en place des modes de vie et des

systèmes économiques viables, pour concrétiser à l'échelle locale des idées valables au niveau mondial. Les documentaires présentent des jeunes dont les initiatives prouvent qu'il est possible et qu'il vaut la peine de lutter pour un avenir meilleur. Voici les six thèmes traités: la terre, c'est la vie – le droit à l'alimentation passe par l'accès à la terre; le ventre est vide, la coupe est pleine – sécurité alimentaire grâce aux petits paysans; entre ciel et terre – développement durable pour les forêts tropicales et pour le climat; rompre le silence – le droit de vivre à l'abri de la violence; commerce équitable – les fondements d'une vie digne; des racines et des ailes – le droit à la formation.

La série «Blickwechsel NordSüd» n'existe pour l'heure qu'en allemand. Une seule vidéo coûte 59 francs (prix pour centres didactiques: 89 francs). Les six documentaires sur une même cassette VHS coûtent 180 francs (centres didactiques: 270 francs). Commandes: distribution FSFA/SMD Schmid Media, Erlachstrasse 21, 3000 Berne 9, tél. 031 791 39 46, e-mail: hs@schmidmedia.ch. Informations: Fondation suisse pour la formation par l'audiovisuel (FSFA), www.ssab-online.ch

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vufray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Fabrice Fretz (frf)

Barbara Hofmann (hba)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne.
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 13 48
E-mail: info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

88896

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 59000

Couverture : Baie d'Halong, Viêt-nam
Andrea Artz / laif

Dans le prochain numéro :

Technologies de l'information et de la communication : l'utilité, le potentiel mais aussi les risques et les limites de ces technologies modernes pour les pays les plus pauvres



Peter Stöger